

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

5 FÉVRIER 2014

**Projet de loi relatif à l'introduction d'une
gestion autonome pour l'organisation
judiciaire**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE
PAR
**M. BOUSETTA
ET MME FAES**

I. PROCÉDURE

Le présent projet de loi, qui relève de la procédure
bicamérale obligatoire, a été déposé initialement à la

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2013-2014

5 FEBRUARI 2014

**Wetsontwerp betreffende de invoering
van een verzelfstandigd beheer voor
de rechterlijke organisatie**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE JUSTITIE
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER **BOUSETTA**
EN MEVROUW **FAES**

I. PROCEDURE

Dit verplicht bicameraal wetsontwerp werd op
14 oktober 2013 in de Kamer van volksvertegen-

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président / Voorzitter : Alain Courtois.**Membres / Leden :**

N-VA	Inge Faes, Frank Boogaerts, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
PS	Hassan Bousetta, Ahmed Laaouej, Philippe Mahoux.
MR	Alain Courtois, Christine Defraigne.
CD&V	Sabine de Bethune, Els Van Hoof.
sp.a	Bert Anciaux, Guy Swennen.
Open Vld	Yoeri Vastersavendts.
Vlaams Belang	Bart Laeremans.
Écolo	Zakia Khattabi.
cdH	Francis Delpérée.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Huub Broers, Patrick De Grootte, Bart De Nijn, Elke Sleurs,
Lieve Maes.
Jean-François Istasse, Fatiha Saïdi, Louis Siquet,
Fabienne Winkel.
François Bellot, Jacques Brotchi, Armand De Decker.
Wouter Beke, Dirk Claes, Johan Verstreken.
Dalila Douifi, Jan Roegiers, Fauzaya Talhaoui.
Guido De Padt, Martine Taelman.
Yves Buysse, Anke Van dermeersch.
Benoit Hellings, Cécile Thibaut.
Bertin Mampaka Mankamba, Vanessa Matz.

*Voir :***Documents du Sénat :****5-2408 - 2013/2014 :**

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****5-2408 - 2013/2014 :**

Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Chambre des représentants en tant que projet de loi du gouvernement le 14 octobre 2013 (doc. Chambre, n° 53-3068/1).

Il a été adopté à la Chambre des représentants le 12 décembre 2013 par 86 voix contre 25 et 18 absentions, et a été transmis au Sénat le 13 décembre.

Conformément à l'article 27.1, alinéa 2, du règlement du Sénat, la commission de la Justice a entamé l'examen du projet avant le vote final à la Chambre des représentants.

La commission a examiné le projet de loi au cours de ses réunions des 11 décembre 2013, 15 janvier et 5 février 2014.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE

Le projet de loi à l'examen traite du troisième aspect de la réforme de l'organisation judiciaire, à savoir l'introduction d'une gestion autonome. Un autre projet de loi a réduit de moitié le nombre d'arrondissements judiciaires et instauré une plus grande mobilité des membres de l'ordre judiciaire. Annoncés dans l'accord de gouvernement, ces deux projets de loi sont liés et constituent la clé de voûte d'un débat de société qui a duré près de trente ans.

Avant de détailler le projet, la ministre souhaite énumérer les grandes lignes. L'on opère tout d'abord un renforcement de la séparation des pouvoirs. Il ne s'agit pas d'un renforcement superficiel, mais d'un renforcement en profondeur, qui est même maximal. Ces derniers mois, la ministre a suivi de près les discussions sur le risque que la gestion remette en cause l'autonomie dont dispose chaque juge, en vertu de la Constitution, pour rédiger librement son jugement. Grâce au projet de loi à l'examen, ce risque est quasi inexistant et, en tout cas, nettement plus faible qu'actuellement.

Aujourd'hui, pour toute commande distincte de trombones ou de cartouches d'encre, chaque juridiction doit en effet à chaque fois s'adresser à l'administration, à Bruxelles — c'est-à-dire à un instrument du pouvoir exécutif. Le projet de loi à l'examen entend supprimer ce système, en n'organisant plus que quelques moments de contact annuels avec le pouvoir exécutif: les contrats de gestion entre le Service public fédéral et le ministre, d'une part, et le Collège du siège, le Collège du ministère public et la Cour de cassation, d'autre part. Tout le reste sera réglé par le pouvoir judiciaire en son sein.

Une exception est prévue: le ministre interviendra si le pouvoir judiciaire ne parvient pas à résoudre en

woordigers ingediend als een ontwerp van de regering (stuk Kamer, nr. 53-3062/1).

Het werd op 12 december 2013 in de Kamer van volksvertegenwoordigers aangenomen met 86 tegen 25 stemmen bij 18 onthoudingen en werd op 13 december aan de Senaat overgezonden.

Overeenkomstig artikel 27.1., tweede lid, van het Reglement van de Senaat, heeft de commissie voor de Justitie de bespreking aangevangen vóór de eindstemming in de Kamer van volksvertegenwoordigers.

De commissie heeft het wetsontwerp besproken tijdens haar vergaderingen van 11 december 2013, 15 januari en 5 februari 2014.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE MINISTER VAN JUSTITIE

Dit wetsontwerp regelt het derde aspect van de hervorming van de rechterlijke organisatie, namelijk de invoering van een verzelfstandigd beheer. In het andere wetsontwerp, werden de gerechtelijke arrondissementen in aantal gehalveerd en een grotere mobiliteit voor de leden van de rechterlijke orde ingevoerd. Beide wetsontwerpen waren aangekondigd in het regeerakkoord, zijn met elkaar verbonden, en vormen het sluitstuk van een maatschappelijke discussie die bijna dertig jaar heeft geduurd.

Vooraleer in detail in te gaan op het ontwerp, wenst de minister de grote krijtlijnen ervan op te sommen. Ten eerste wordt hier de scheiding der machten versterkt. Geen klein beetje, maar nadrukkelijk, men kan moeilijk nog verder gaan. De minister heeft de voorbije maanden nauwlettend de discussies gevolgd over het risico dat via het beheer de in de grondwet verankerde autonomie van elke individuele rechter om vrij zijn vonnis te schrijven, zou ondergraven worden. Welnu, dat risico wordt met dit ontwerp quasi onbestaande, en alleszins vele malen geringer dan in de situatie vandaag.

Immers, vandaag moet elke rechtbank voor elke aparte bestelling van paperclips of printerinkt zich telkens weer wenden tot de administratie in Brussel, die een instrument is van de uitvoerende macht. Dit ontwerp moet dit systeem doen verdwijnen. Er zullen jaarlijks slechts drie contactmomenten meer zijn met de uitvoerende macht: de beheerscontracten tussen federale overheidsdienst en minister enerzijds en het college van de zetel, het college van het openbaar ministerie en het Hof van Cassatie anderzijds. Al de rest legt de rechterlijke macht binnen haar schoot vast.

Er is een uitzondering voorzien: de minister zal ingrijpen als binnen de rechterlijke macht onenigheid

interne les dissensions qui peuvent naître en son sein. Mais il s'agit de la fameuse exception qui confirme la règle. L'intervenante espère que le projet de loi à l'examen jettera les bases de la transformation du pouvoir judiciaire en une organisation recelant certes une grande diversité interne, mais se présentant vis-à-vis de l'extérieur comme un ensemble capable de mener une fois par an avec le pouvoir exécutif, sur un pied d'égalité, des négociations portant sur ses besoins matériels. L'armée, le secteur des soins de santé et les universités fonctionnent déjà de cette manière. En réalité, l'autonomie de la Justice se justifie encore bien davantage que celle des organisations précitées, eu égard au principe de la séparation des pouvoirs inscrit dans la Constitution.

La ministre ne cache pas qu'elle a également entendu d'autres plaidoyers, non seulement dans le monde politique, mais aussi — et dans une proportion inquiétante — dans les médias et parmi la population. D'aucuns ont perdu patience face au pouvoir judiciaire et plaident implicitement pour un respect moins strict de la séparation des pouvoirs. Ce mouvement existe non seulement en Belgique, mais aussi dans de nombreux autres pays européens, dans lesquels les politiques le reprennent de plus en plus à leur compte. La ministre ne partage pas du tout cette vision.

La séparation des pouvoirs est un pilier de base de la démocratie. L'affaiblir ou la rejeter reviendrait à ouvrir la porte à l'autoritarisme. La ministre comprend que le manque d'évolution de l'organisation du pouvoir judiciaire puisse susciter une certaine impatience. Mais cette incapacité à décider et à réformer n'est pas seulement le fait du pouvoir judiciaire même. Il s'agit d'une responsabilité collective de la société, du politique et de la magistrature. Voilà pourquoi nous devons et pouvons également adopter une approche commune qui ne mine pas les piliers du système. Telle est notamment la raison d'être du projet de loi à l'examen qui, comme cela a déjà été dit, renforce explicitement la séparation des pouvoirs. C'est son choix politique personnel et elle le défend.

La deuxième ligne directrice de ce projet est le souhait d'organiser un mode de gestion moderne, dont la philosophie de base est de confier la gestion au niveau capable d'évaluer au mieux les besoins, c'est-à-dire le plus près possible du tribunal concerné, particulièrement au niveau des nouveaux arrondissements, mais de manière plus centrale pour les besoins qui doivent être déterminés et gérés collectivement, comme c'est le cas du concept TIC, pour lequel tous les acteurs du tribunal et du ministère public, d'Arlon à Bruges, doivent pouvoir communiquer entre eux par voie électronique. C'est la base de la théorie moderne des organisations : faites confiance à votre propre personnel, laissez-le d'abord formuler et gérer ses besoins.

ontstaat die ze niet intern opgelost krijgt. Maar dat is de spreekwoordelijke uitzondering op de regel. Spreekster hoopt echt dat dit ontwerp het fundament legt waarop de rechterlijke macht zich weet uit te bouwen tot één organisatie, die intern weliswaar veel diversiteit kent, maar die als één geheel naar buiten treedt en op gelijkwaardig niveau met de uitvoerende macht een keer per jaar kan onderhandelen over haar materiële noden. Het leger, de gezondheidszorg, de universiteiten functioneren al zo. Justitie, met zijn grondwettelijk verankerde scheiding der machten, moet eigenlijk nog veel meer dan die instanties een zelfstandige organisatie zijn.

De minister verheelt niet dat zij ook andere pleidooien heeft gehoord, niet alleen in de politiek maar zelfs onrustwekkend breed in de media en de bevolking. Mensen die hun geduld hebben verloren met de rechterlijke macht en die impliciet pleiten voor minder respect voor de scheiding der machten. Die sfeer bestaat, en niet alleen bij ons, maar in vele Europese landen, waar politici er meer en meer op inspelen. Zij verwerpt die ondubbelzinnig.

De scheiding der machten is een basispijler van de democratie. Wie ze afzwakt of verwerpt opent de poort naar autoritaire avonturen. De minister begrijpt het ongeduld over het gebrek aan evolutie in de organisatie van de rechterlijke macht. Maar dat onvermogen om te beslissen en te hervormen is een gezamenlijke verantwoordelijkheid, van de samenleving, van de politiek en van de magistratuur, niet enkel van de rechterlijke macht zelf. Daarom moeten en kunnen we dat ook samen aanpakken, zonder de pijlers van het systeem te moeten ondergraven. Daarom is er onder meer dit wetsontwerp, dat, zoals gezegd, de scheiding der machten nadrukkelijk versterkt. Het is haar persoonlijke keuze als politica en daar staat zij voor.

De tweede krijtlijn van dit ontwerp is een moderne manier van beheren te willen organiseren. Dat begint met de basisfilosofie : het beheer wordt toevertrouwd aan het niveau waar men de noden het best kan inschatten. Dus : zo dicht als mogelijk bij de betrokken rechtbank zelf. Met nadruk op het niveau van de nieuwe arrondissementen. Maar centraler voor noden die best samen bepaald en uitgewerkt kunnen worden, zoals het ICT-concept waarmee alle actoren van rechtbank en openbaar ministerie, van Arlon tot Brugge, met elkaar moeten kunnen communiceren langs elektronische weg. Dit is de basis van de moderne organisatieleer : vertrouw je eigen mensen, laat hen in eerste instantie hun noden formuleren en beheren.

Un mode de gestion moderne signifie également que désormais, pour ce qui est des besoins et des moyens, il faudra négocier en concertation et, dans la mesure du possible, sur une base égalitaire. La ministre entend souligner tout spécialement ce dernier élément. Bien entendu, une certaine hiérarchie subsiste, sans quoi l'organisation ne peut fonctionner. Dans le véritable esprit de la subsidiarité, il faut apprécier les qualités de l'autre à cet égard. Le niveau central organise simplement sa propre sérénité lorsque les arrondissements ont l'occasion de s'organiser de façon optimale. Le niveau des arrondissements a tout intérêt à ce que les affaires mieux gérées au niveau central soient effectivement réglées à ce niveau-là, d'où la nécessité d'un réel dialogue plutôt que d'une approche descendante (*top down*).

Lors des négociations concernant les contrats de gestion, l'objectif est de partir des rapports d'évaluation élaborés par les services eux-mêmes et pouvant être examinés par rapport à des objectifs distincts. Les objectifs auxquels des moyens sont liés seront intégrés dans ces contrats. L'usage qui en est fait sera contrôlé *a posteriori* par les services d'appui des deux Collèges et, à un niveau supérieur, par la Cour des comptes et les administrations de la Justice et du Budget. Les mots-clés sont « objectivation », « assouplissement » et « transparence ».

Tout cela impose la création de nouvelles structures, thème abordé par la troisième ligne directrice. Un Collège du siège va être créé et le Collège du ministère public sera réformé. Ces deux collèges seront pourvus d'un service d'appui et pourront se charger de leur propre politique du personnel, sans qu'il y ait ingérence. Au niveau des arrondissements, des comités de direction dépendant du chef de corps seront mis en place. Les deux collèges peuvent formuler des recommandations et imposer des directives contraignantes aux arrondissements, mais uniquement par le biais de ce comité de direction et uniquement pour les éléments de gestion pour lesquels une approche centrale est souhaitable, comme les TIC, l'infrastructure, les normes de qualité, les statistiques, la mesure de la charge de travail, l'approche de communication générale, etc.

L'objectif qui est également poursuivi ici est d'atteindre un bon équilibre entre le niveau des arrondissements et le niveau central, mais toujours — et cela, la ministre tient quand même à le souligner — au sein du pouvoir judiciaire. Cet équilibre devra en partie naître de la pratique. Le législateur peut créer un cadre à cet effet, mais sa concrétisation aura lieu sur le terrain. Le pouvoir exécutif n'interviendra en aucune manière sur ce point, sauf, comme il a été dit, lorsque le pouvoir judiciaire ne s'en sort pas tout seul. L'autonomie est presque totale. (Celui qui y associe l'image de deux ministères emploie non seulement une métaphore tout à fait erronée, il a en réalité une piètre

Modern is ook dat er voortaan onderhandeld wordt over behoeften en middelen, in dialoog en zoveel mogelijk op gelijkwaardige basis. Vooral dat laatste wenst de minister te benadrukken. Uiteraard blijft er een zekere hiërarchie bestaan, anders kan de organisatie niet functioneren. Maar men moet, in de ware geest van subsidiariteit, elkaars kwaliteiten ook waarderen. Het centrale niveau organiseert gewoon zijn eigen gemoedsrust als de arrondissementen de kans krijgen zich optimaal zelf te organiseren. Het arrondissementele niveau heeft er alle belang bij dat dingen die beter centraal geregeld worden inderdaad door het centrum worden geregeld. Vandaar de noodzaak aan echte dialoog, eerder dan aan een *top-down* benadering.

Bij het onderhandelen over de beheerscontracten is het de bedoeling te vertrekken van de evaluatieverslagen door de diensten zelf, die ook getoetst kunnen worden via aparte doelstellingen. In die contracten zullen doelstellingen worden opgenomen waaraan middelen verbonden zijn. De besteding daarvan zal *a posteriori* gecontroleerd worden, door de steundiensten van beide colleges, en op een hoger echelon door het Rekenhof, en de administraties van Justitie en Begroting. Geobjectiveerd, soepeler, transparant, dat zijn de sleutelwoorden.

Voor dit alles — en dat is de derde krijtlijn — zijn ook nieuwe structuren nodig. Er komt een college van de zetel, en een hervormd college van het openbaar ministerie. Beide krijgen een steundienst. Beide zullen instaan voor hun eigen personeelsbeleid, zonder inmenging. Op arrondissementeel niveau komen er directiecomités rond de korpschef. De twee colleges kunnen aanbevelingen en dwingende richtlijnen geven aan de arrondissementen, maar enkel via dat directiecomité, en enkel en alleen voor elementen van beheer waar een centrale aanpak wenselijk is, zoals ICT, infrastructuur, kwaliteitsnormen, statistiek, werklasmeting, algemene communicatie-aanpak etc.

Ook hier zoeken we een goed evenwicht tussen arrondissementeel en centraal niveau, maar altijd — wat de minister toch wil benadrukken — binnen de rechterlijke macht. Dat evenwicht zal voor een stuk uit de praktijk moeten tot stand komen. Men kan daar via wetgeving een kader voor scheppen, maar hoe zich dat invult moet op het terrein blijken. Maar op geen enkele wijze komt de uitvoerende macht daar in tussen, tenzij, zoals gezegd, wanneer men er binnen de rechterlijke macht zelf niet uitgeraakt. De autonomie is quasi totaal. (Wie daar het beeld van twee ministeries op plakt zit niet alleen in een totaal verkeerde beeldspraak, hij misprijst eigenlijk ook het vermogen

estime de la capacité de la magistrature et du personnel judiciaire à prendre en main leur destin.)

Enfin, et il s'agit là de la quatrième ligne directrice, ce processus sera progressif. C'est prévu explicitement dans le projet de loi, et précisé dans l'exposé des motifs: « *Le processus d'autonomisation suppose que des capacités de gestion soient transférées du Service public fédéral Justice à l'organisation judiciaire. Aujourd'hui, cette capacité de gestion n'est pas suffisamment présente au sein de l'organisation judiciaire. Un transfert immédiat de la responsabilité de gestion n'est donc pas possible ni souhaitable. Il faut d'abord développer l'indispensable capacité de gestion* ».

Les moyens qui seront transférés aux Collèges et aux ressorts depuis Bruxelles se présenteront essentiellement, durant les premières années, sous la forme de cadres, d'infrastructure et de soutien matériel déterminé. Les moyens budgétaires en question augmenteront progressivement. Pour organiser la transition, l'on instaurera une forme unique et tout à fait exceptionnelle de cogestion entre le Service public fédéral Justice et le pouvoir judiciaire.

Les présidents des deux Collèges siégeront désormais au sein du comité de direction du Service public fédéral. Deux magistrats, un de chaque Collège, joueront le rôle de magistrats de liaison au sein de la direction générale de l'Organisation judiciaire. Ils ne feront pas partie de l'administration et n'auront, en principe, aucun pouvoir décisionnel, mais bien sûr, leur présence devra faciliter sensiblement le dialogue et la concertation sur les nouvelles structures. La ministre signale au passage que le président actuel du Service public fédéral vient également de la magistrature, ce qui ne peut que faciliter la concertation.

Ensuite, la ministre explique un peu plus en détail ce que propose ce projet de loi.

Grâce à la nouvelle loi relative à la gestion, l'ordre judiciaire recevra davantage d'autonomie et de responsabilités. Dans les domaines de la gestion, un contrat de gestion deviendra le baromètre objectif sur la base duquel le personnel et les moyens seront attribués.

Pour rendre cela possible, la réforme de la justice créera de nouvelles structures de gestion et les lignes de force d'une gestion autonome seront inscrites dans le Code judiciaire.

Un Collège du ministère public et un Collège des cours et tribunaux seront créés. Ils constitueront l'axe de la nouvelle structure. Le ministre de la Justice conclura un contrat de gestion avec chacun des collèges. Ces organes seront responsables de la répartition des moyens entre les entités locales propres

van de magistratuur en het gerechtspersoneel om zijn lot in eigen handen te nemen.)

Ten slotte, en dat is de vierde krijtlijn, zal dit een geleidelijk proces zijn. Dat is in dit wetsontwerp uitdrukkelijk voorzien, en nog meer in de memorie van toelichting gepreciseerd. Ik citeer: « *Het proces van verzelfstandiging veronderstelt dat beheerscapaciteiten moeten overgedragen vanuit de federale overheidsdienst Justitie naar de rechterlijke organisatie. Deze beheerscapaciteit is thans onvoldoende aanwezig binnen de rechterlijke organisatie. Een onmiddellijke overdracht van de beheersverantwoordelijkheid is derhalve niet mogelijk en niet wenselijk. Eerst moet de nodige beheerscapaciteit worden uitgebouwd* ».

De middelen die vanuit Brussel zullen worden overgedragen aan de colleges en de ressorten zullen in de beginjaren vooral bestaan uit kaders, infrastructuur, welbepaalde materiële ondersteuning. Geleidelijk aan zullen dat meer en meer budgettaire middelen worden. Om de overgang te organiseren komt er een unieke en hoogst uitzonderlijke vorm van medebeheer tussen de federale overheidsdienst Justitie en de rechterlijke macht.

Het directiecomité van de federale overheidsdienst wordt uitgebreid met de voorzitters van de twee colleges. Twee magistraten, één uit elk College, zullen een opdracht krijgen als verbindingsmagistraat binnen de DG rechterlijke orde. Zij maken geen deel uit van de administratie en hebben in principe geen beslissingsbevoegdheid maar uiteraard moet hun aanwezigheid de dialoog en het overleg over de nieuwe structuren gevoelig vergemakkelijken. De minister signaleert terloops dat ook de huidige federale overheidsdienst-voorzitter uit de magistratuur komt, wat het overleg alleen maar kan vergemakkelijken.

Vervolgens geeft de minister meer details over de voorstellen in dit wetsontwerp.

Dankzij de nieuwe beheerwet zal de rechterlijke orde meer autonomie en verantwoordelijkheden krijgen. Met betrekking tot de beheerdomeinen zal een beheersovereenkomst de objectieve barometer worden op grond waarvan het personeel en de financiële middelen zullen worden toegekend.

Om een en ander mogelijk te maken, zal de justitiële hervorming nieuwe beheerstructuren instellen; bovendien zullen de krachtlijnen van een autonoom beheer in het Gerechtelijk Wetboek worden opgenomen.

Er zal worden voorzien in een College van het openbaar ministerie en in een College van de hoven en rechtbanken, die de steunpilaren van de nieuwe structuur zullen vormen. De minister van Justitie zal een beheersovereenkomst met elk van de Colleges sluiten. Die Colleges zullen verantwoordelijk zijn voor

au sein de l'ordre judiciaire. Chaque entité judiciaire rédigera un plan de gestion sur la base duquel les moyens seront répartis. À cet effet, chaque entité judiciaire disposera d'un comité de direction.

De par sa nature et sa place particulière au sein de l'ordre judiciaire, la Cour de cassation conclura directement son contrat de gestion avec le ministre de la Justice.

Afin d'octroyer l'expertise nécessaire à l'organisation judiciaire, les collèges se verront doter d'un service d'appui composé d'experts, auquel les autorités judiciaires pourront également faire appel. En outre, les collèges auront d'importantes compétences pour développer des instruments de gestion uniforme et garantir l'unité en matière de gestion pour chaque pilier.

Le principe général est posé que les cours, les tribunaux, les justices de paix, les parquets et les auditorats près ces cours et tribunaux seront désormais responsables de la gestion de leurs moyens de fonctionnement. Cette responsabilité leur sera progressivement confiée avec les moyens de fonctionnement transférés.

Le modèle de gestion est basé sur un modèle dual. Cela signifie que le siège et le ministère public s'occuperont chacun de leur propre gestion et auront par conséquent leurs propres structures de gestion. Au niveau central, il est créé deux organes : le Collège des cours et tribunaux pour le siège et le Collège du ministère public pour le ministère public.

Les missions du Collège des cours et tribunaux (article 181 du Code judiciaire) sont les suivantes :

« Il est créé un collège des cours et tribunaux qui assure le bon fonctionnement général du siège. Dans la limite de cette compétence, le Collège :

1° prend des mesures qui garantissent une administration de la justice accessible, indépendante, diligente et de qualité en organisant entre autres la communication, la gestion des connaissances, une politique de qualité, les processus de travail, la mise en œuvre de l'informatisation, la gestion stratégique des ressources humaines, les statistiques, la mesure et la répartition de la charge de travail;

2° soutient la gestion au sein des cours d'appel, des cours du travail, des tribunaux et des justices de paix. ».

Pour exercer les tâches et compétences prévues à l'article 181 du Code judiciaire, le Collège pourra formuler tant des recommandations que des directives

de verdeling van de middelen over de eigen lokale entiteiten van de rechterlijke orde. Elke gerechtelijke entiteit moet een beheerplan ter verdeling van de middelen uitwerken. Daartoe zal elke gerechtelijke entiteit over een directiecomité beschikken.

Gezien de aard van het Hof van Cassatie, dat bovendien een bijzondere positie binnen de rechterlijke orde bekleedt, zal dat Hof zijn beheersovereenkomst direct met de minister van Justitie sluiten.

Om de rechterlijke organisatie van de vereiste expertise te voorzien, zullen de Colleges kunnen beschikken over een ondersteunende dienst die bestaat uit deskundigen, op wie ook de gerechtelijke autoriteiten een beroep kunnen doen. Bovendien zullen de Colleges over belangrijke bevoegdheden beschikken om eenvormige beheersinstrumenten uit te werken en te waarborgen dat elke pijler op dezelfde manier wordt beheerd.

Als algemeen principe geldt dat de hoven, rechtbanken, vrederechters, de parketten en de auditoraten bij die hoven en rechtbanken voortaan zelf verantwoordelijkheid zullen dragen voor het beheer van hun werkmiddelen. Die verantwoordelijkheid zal hen geleidelijk samen met de overgedragen werkmiddelen worden toegekend.

Het beheermodel is gestoeld op een duaal model. Dit betekent dat de zetel en het openbaar ministerie elk zullen instaan voor hun eigen beheer en derhalve over hun eigen beheerstructuren zullen beschikken. Op centraal niveau worden twee organen gecreëerd : het College van de hoven en rechtbanken voor de zetel, en het College van het openbaar ministerie voor het openbaar ministerie.

Het College van de hoven en rechtbanken (artikel 181 van het Gerechtelijk Wetboek) heeft de volgende taken :

« Er wordt een College van de hoven en rechtbanken opgericht dat instaat voor de goede algemene werking van de zetel. Binnen deze bevoegdheid zal het College :

1° maatregelen nemen die een toegankelijke, onafhankelijke, tijdige en kwaliteitsvolle rechtsbedeling verzekeren door het organiseren van onder meer communicatie, kennisbeheer, een kwaliteitsbeleid, werkprocessen, de implementatie van informatisering, het strategisch personeelsbeleid, de statistieken, de werklastmeting en werklastverdeling;

2° ondersteuning bieden aan het beheer binnen de hoven van beroep en arbeidshoven, rechtbanken en vrederechters. ».

Om de in artikel 181 van het Gerechtelijk Wetboek beschreven taken en bevoegdheden uit te oefenen, kan het College zowel aanbevelingen als dwingende richt-

contraignantes en matière de fonctionnement et de gestion. Elles s'adresseront à tous les comités de direction, jamais à des juges individuels. Il va de soi que les compétences du Collège des cours et tribunaux ne peuvent en rien toucher à l'indépendance des magistrats du siège ou influencer les décisions qu'ils doivent prendre dans les dossiers qui leur sont soumis. Le Collège prend des décisions à la majorité simple des voix.

Le Collège est composé de dix personnes : trois premiers présidents près la cour d'appel, un premier président de la cour du travail, trois présidents du tribunal de première instance, un président du tribunal de commerce, un président du tribunal du travail et un président des justices de paix et tribunaux de police.

Le Collège offrira, par ailleurs, un soutien à la gestion. Il est impossible d'accorder à chaque juridiction tous les types d'expertise en matière de gestion. C'est la raison pour laquelle une partie de l'expertise sera concentrée au sein du collège, plus particulièrement au sein d'un service d'appui. Les experts de ce service d'appui pourront ensuite assister les cours et tribunaux.

Il existera un Collège du ministère public à côté du Collège des procureurs généraux, qui conservera ses compétences en matière de politique criminelle, vu le rôle hiérarchique des procureurs généraux. Toutefois, le Collège du ministère public apportera un soutien à la politique criminelle via la gestion. Comme les procureurs généraux font partie du Collège du ministère public, ils peuvent se porter garants de l'harmonie entre la politique criminelle et la gestion.

Les missions du collège du ministère public (article 184 du Code judiciaire) sont les suivantes :

« § 1^{er}. Il est créé un Collège du ministère public qui, dans les limites de ses compétences, prend toutes les mesures nécessaires à la bonne gestion du ministère public :

1^o le soutien à la gestion en exécution de la politique criminelle déterminée par le Collège des procureurs généraux conformément à l'article 143bis, § 2;

2^o la recherche de la qualité intégrale notamment dans le domaine de la communication, de la gestion des connaissances, de la politique de qualité, des processus de travail, de la mise en œuvre de l'informatisation, de la gestion stratégique des ressources humaines, des statistiques ainsi que de la mesure et de la répartition de la charge de travail afin de contribuer à une administration de la justice accessible, indépendante, prompte et de qualité;

lijnen uitbrengen in verband met werking en beheer. Die aanbevelingen en richtlijnen zijn gericht aan de directiecomités, nooit aan individuele rechters. Het spreekt voor zich dat de bevoegdheden van het College van de hoven en rechtbanken geenszins afbreuk mogen doen aan de onafhankelijkheid van de magistraten of de beslissingen over de hun voorgelegde dossiers mogen beïnvloeden. Het College beslist bij gewone meerderheid.

Het College telt tien leden : drie eerste voorzitters bij de hoven van beroep, één eerste voorzitter van het arbeidshof, drie voorzitters van de rechtbank van eerste aanleg, één voorzitter van de rechtbank van koophandel, één voorzitter van de arbeidsrechtbank en één voorzitter van de vrederechten en politierechtbanken.

Het College zal tevens ondersteuning bieden op het vlak van beheer. Het is onmogelijk om aan elk rechtcollege een expert voor elk beheersdomein toe te wijzen. De expertise zal daarom deels geconcentreerd worden in het College, meer bepaald in een steundienst. De experts van die steundienst kunnen daarnaast ook de hoven en rechtbanken bijstaan.

Naast het College van procureurs-generaal wordt een College van het openbaar ministerie opgericht. Het College van procureurs-generaal behoudt zijn bevoegdheden inzake strafrechtelijk beleid evenwel integraal, gelet op de hiërarchische rol van de procureurs-generaal. Het College van het openbaar ministerie zal echter via het beheer ondersteuning geven aan de uitvoering van dat strafrechtelijk beleid. Aangezien de procureurs-generaal deel uitmaken van het College van het openbaar ministerie kunnen zij garant staan voor de eenheid tussen het strafrechtelijk beleid en het beheer.

Het College van het openbaar ministerie heeft de volgende taken (artikel 184 van het Gerechtelijk Wetboek) :

« § 1. Er wordt een College van het openbaar ministerie opgericht dat binnen zijn bevoegdheden alle maatregelen neemt die nodig zijn voor een goed beheer van het openbaar ministerie :

1^o ondersteuning bieden aan het beheer ter uitvoering van het strafrechtelijk beleid bepaald door het College van procureurs-generaal conform artikel 143bis, § 2;

2^o het nastreven van de integrale kwaliteit op het vlak van onder meer communicatie, kennisbeheer, kwaliteitsbeleid, werkprocessen, de implementatie van de informatisering, strategisch personeelsbeleid, statistiek, werklasmeting en werklasmetering teneinde bij te dragen aan een toegankelijke, onafhankelijke, tijdige en kwaliteitsvolle rechtsbedeling;

3° le soutien à la gestion au sein des entités judiciaires du ministère public. ».

Le Collège peut formuler des recommandations et édicter des directives contraignantes aux comités de direction des entités judiciaires du ministère public. Il prend des décisions à la majorité simple des voix.

Le Collège est composé de dix personnes. Au Collège du ministère public, siègent aux côtés des cinq procureurs généraux près les cours d'appel, trois membres du Conseil des procureurs du roi, un membre du Conseil des auditeurs du travail et le procureur fédéral.

Il est créé un service d'appui commun qui sera au service du Collège du ministère public et du Collège des procureurs généraux.

Les matières de gestion communes sont des matières dans lesquelles le siège et le ministère public, éventuellement avec le service fédéral public Justice, sont tellement liés qu'elles ne peuvent être gérées toutes seules par un collège ou qu'avec des moyens proportionnellement excessifs. Une matière peut donc être considérée comme commune soit au siège et au ministère public conjointement, soit au siège et au ministère public avec le service fédéral public Justice.

En ce qui concerne certaines compétences, le Service public fédéral Justice joue un rôle important et dispose d'une expertise spécifique : ces compétences ne pourront pas être transférées aux Collèges dans leur intégralité et certainement pas tout de suite. C'est pourquoi on a prévu la possibilité de faire gérer ces matières conjointement, en tout ou en partie, par les deux collèges, en concertation avec le service public fédéral Justice.

Dans le processus d'autonomisation, il est essentiel que les compétences soient transférées sans que le fonctionnement de l'organisation judiciaire n'en soit perturbé. Ce processus sera nécessairement évolutif. Il est dès lors difficile d'énumérer dans la loi les matières qui doivent obligatoirement faire l'objet d'une gestion commune. Ce point sera dès lors fixé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres. Les trois acteurs seront associés à la délibération et donneront chacun leur avis.

Au niveau local, chaque entité judiciaire sera dotée d'un comité de direction dans lequel siégeront toujours le chef de corps et le greffier en chef ou le secrétaire en chef. De plus, dans les tribunaux, les parquets ou les auditorats ayant des divisions, le comité de direction comptera au moins aussi parmi ses membres les responsables de division. Dans les tribunaux et les parquets qui ne comportent pas de division, le chef de

3° ondersteuning bieden aan het beheer binnen de gerechtelijke entiteiten van het openbaar ministerie. ».

Het College kan ook aanbevelingen en dwingende richtlijnen uitvaardigen ter attentie van de directiecomités van de gerechtelijke entiteiten van het openbaar ministerie. Het neemt zijn beslissingen bij gewone meerderheid.

Het College bestaat uit tien personen. In het College van het openbaar ministerie nemen naast de vijf procureurs-generaal bij de hoven van beroep, drie leden van de raad van procureurs des Konings, een lid van de raad van de arbeidsauditeurs en de federale procureur zitting.

Er wordt een gemeenschappelijke steundienst ingesteld, die ten dienste staat van het College van het openbaar ministerie en het College van procureurs-generaal.

Gemeenschappelijke beheersaangelegenheden zijn aangelegenheden waarin de zetel en het openbaar ministerie en eventueel ook de federale overheidsdienst Justitie zo sterk verweven zijn dat die aangelegenheden niet door slechts één van hen kunnen worden beheerd, of althans niet zonder daartoe in verhouding buitensporige middelen in te zetten. Een beheersaangelegenheid kan dus worden beschouwd als een aangelegenheid die gemeenschappelijk is aan zowel de zetel en het openbaar ministerie als aan die twee Colleges en de federale overheidsdienst Justitie.

Er zijn bevoegdheden waar de federale overheidsdienst Justitie een belangrijke rol en specifieke expertise heeft en die niet geheel en zeker niet meteen kunnen overgedragen worden aan de Colleges. Daarom wordt in deze artikelen de mogelijkheid gecreëerd om dergelijke aangelegenheden geheel of gedeeltelijk samen door de twee Colleges te laten beheren in samenwerking met federale overheidsdienst Justitie.

In het proces van verzelfstandiging is het essentieel dat de bevoegdheden worden overgedragen zonder de werking van de rechterlijke organisatie te verstoren. Dit proces is noodzakelijkerwijze evolutief. Het is dan ook moeilijk om in de wet een ophijsting te maken van materies die noodzakelijkerwijze gemeenschappelijk worden beheerd. Daarom zal dit vastgelegd worden door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit. De drie actoren zullen daarbij betrokken worden en geven elk hun advies.

Lokaal krijgt elke gerechtelijke entiteit een directiecomité. Daarin zetelen steeds de korpschef en de hoofdgriffier of hoofdsecretaris. In de rechtbanken, parketten of auditoraten met afdelingen zullen daarnaast ook minstens de afdelingsverantwoordelijken in het directiecomité zetelen. In de rechtbanken en parketten waar geen afdeling bestaat, zal de korpschef minstens twee rechters of substituten aanwijzen om te

corps désignera au moins deux juges ou substituts pour siéger au comité de direction. En outre, le chef de corps pourra décider lui-même s'il souhaite élargir son comité de direction à maximum deux autres membres de son tribunal ou corps, qu'il estime compétents en raison de leurs connaissances en matière de gestion.

Ce comité de direction deviendra l'organe de gestion de l'entité locale, autour du chef de corps qui continuera à assumer la responsabilité finale. Le comité de direction assistera donc le chef de corps dans les tâches de gestion. Les décisions seront prises en principe par consensus. Toutefois, étant donné que le chef de corps restera le responsable final du fonctionnement d'une juridiction ou d'un parquet et qu'il sera désigné comme manager de son entité, c'est lui qui devra trancher si un consensus s'avère impossible.

Les décisions du comité de direction qui sont contraires à une directive sont susceptibles d'être annulées par un collègue. Une possibilité de recours est prévue.

Le projet consacre le principe selon lequel les moyens seront désormais mis à la disposition de l'organisation judiciaire par le biais d'un contrat de gestion. Le ministre de la Justice conclut un contrat de gestion avec chacun des collèges. Les collèges répartissent ensuite les moyens entre les entités judiciaires sur la base des plans de gestion élaborés par celles-ci.

La répartition des moyens de fonctionnement par le biais de contrats de gestion implique que l'autorité n'allouera plus unilatéralement des moyens à un service, une administration ou un organe autonome, mais qu'elle passera des accords négociés, d'une part, sur les moyens nécessaires et, d'autre part, sur les objectifs pour lesquels ces moyens seront employés.

Le contrat de gestion entre le ministre de la Justice et chacun des collèges règle les matières suivantes :

- la description des activités que le Collège exécutera conformément à l'article 181 ou à l'article 184, § 1^{er}, du Code judiciaire;
- les objectifs qui peuvent être liés aux moyens octroyés en matière de gestion et d'organisation pour l'ensemble des cours et tribunaux ou pour le ministère public;
- les moyens que l'autorité octroie à l'ensemble des cours et des tribunaux pour leur fonctionnement;
- les moyens octroyés à chaque collège pour son fonctionnement propre;
- et le mode de mesure et de suivi de la réalisation du contrat de gestion, ainsi que les indicateurs utilisés à cet effet.

zetelen in het directiecomité. De korpschef kan bovendien zelf oordelen of hij zijn directiecomité wil uitbreiden met maximaal twee andere leden van zijn rechtbank of korps die hij bekwaam acht vanwege hun kennis inzake beheer.

Dat directiecomité wordt het beheersorgaan van de lokale entiteit rond de korpschef die de eindverantwoordelijkheid zal blijven dragen. Het directiecomité zal de korpschef dan ook bijstaan bij de beheerstaken. De beslissingen worden in principe bij consensus genomen. Omdat de korpschef evenwel de eindverantwoordelijke blijft voor de werking van een rechtscollege of parket, en hij als manager van zijn entiteit is aangewezen, moet hij beslissen als er geen consensus mogelijk is.

De beslissingen van het directiecomité die strijdig zijn met een richtlijn, zijn vatbaar voor vernietiging door een College. Beroep is mogelijk.

Het principe wordt ingevoerd dat de middelen voortaan door de minister van Justitie aan de rechterlijke organisatie worden overgedragen via een beheersovereenkomst. De minister van Justitie sluit een overeenkomst met elk van de Colleges. De Colleges verdelen vervolgens de middelen onder de gerechtelijke entiteiten op basis van de beheersplannen die opgemaakt worden door de gerechtelijke entiteiten.

De verdeling van werkingsmiddelen via beheersovereenkomsten houdt in dat de overheid niet langer eenzijdig middelen toekent aan een dienst, administratie of verzelfstandigd orgaan, maar via onderhandelingen afspraken maakt over enerzijds de benodigde middelen en anderzijds rond doelstellingen waarvoor die middelen worden ingezet.

De beheersovereenkomst tussen de minister van Justitie en elk College regelt de volgende aangelegenheden :

- de omschrijving van de activiteiten die het College conform artikel 181 of artikel 184, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek uitvoert;
- de doelstellingen die aan de toegekende middelen kunnen worden verbonden omtrent beheer en organisatie voor alle hoven en rechtbanken of het openbaar ministerie;
- de middelen die de overheid aan alle hoven en rechtbanken toekent voor hun werking;
- de middelen die aan elk college worden toegekend voor de eigen werking;
- en de wijze waarop de realisatie van de beheersovereenkomst wordt gemeten en opgevolgd en de indicatoren die daarvoor worden gebruikt.

Le ministre peut être représenté par son délégué lors des négociations relatives au contrat de gestion. Les collègues sont représentés par le président ou son délégué et par deux membres que chacun d'eux désigne en son sein.

Le service d'appui de chaque collègue veillera également aux instruments de contrôle interne du collègue et des comités de direction. Cette fonction d'audit est un contrôle interne pour que l'organisation puisse contrôler ses instruments de gestion. Cette compétence d'audit ne portera nullement atteinte à la compétence constitutionnelle du Conseil supérieur de la Justice d'audit et de contrôle externe. L'audit indépendant reste assuré par le Conseil supérieur de la Justice.

L'attribution de crédits doit s'accompagner d'un système d'évaluation et de contrôle de la manière dont les moyens alloués seront utilisés par l'organisation judiciaire, ainsi que d'un contrôle de l'utilisation de crédits. Les rapports de fonctionnement doivent permettre une justification effective de l'affectation des moyens, de la réalisation et bien sûr de l'éventuelle non-réalisation des plans de gestion et des objectifs.

Ainsi, le rapport est une source pour le contrat de gestion et les plans de gestion suivants. Afin de ne pas créer une multitude de rapports, il a été choisi que le rapportage se fasse par le biais du rapport de fonctionnement existant, prévu par l'article 340 du Code judiciaire. L'article 340 du Code judiciaire est adapté au nouveau contenu.

Les deux collègues devront également rendre des comptes de la façon dont ils ont exécuté le contrat de gestion, réparti les moyens et réalisé les objectifs. Le rapport contient également les recommandations, les directives de l'année précédente et les décisions que le collègue a annulées. Ce rapport est transmis au ministre de la Justice et au Parlement.

Il est prévu un contrôle financier des comptes *a posteriori* et une surveillance par la Cour des comptes, ainsi qu'une possibilité d'intervention de deux délégués des ministres au sein des collègues, l'un désigné par le ministre de la Justice, l'autre par le ministre du Budget. Le délégué du ministre du Budget est choisi parmi les Inspecteurs des Finances accrédités auprès du service public fédéral Justice.

Les délégués du ministre peuvent assister avec voix consultative aux réunions des collègues et du comité de direction de la Cour de cassation. Tout délégué du

Bij de onderhandelingen over de beheersovereenkomst kan de minister vertegenwoordigd worden door zijn afgevaardigde. De colleges worden vertegenwoordigd door de voorzitter of zijn afgevaardigde en twee leden die elk van de Colleges onder zijn leden aanwijst.

De steundienst van elk College zal tevens toezien op de instrumenten voor interne controle van het College en van de directiecomités. Deze auditfunctie is een interne controle zodat de organisatie de beheersinstrumenten kan controleren. Die auditbevoegdheid zal geenszins afbreuk doen aan de grondwettelijke bevoegdheid van de Hoge Raad voor de Justitie om audits en externe controles te verrichten. De onafhankelijke audit blijft in handen van de Hoge Raad voor de Justitie.

De toewijzing van de kredieten moet vergezeld gaan van een systeem waarmee wordt geëvalueerd en gecontroleerd hoe de toegewezen middelen zullen worden gebruikt door de rechterlijke organisatie en voorts gepaard gaan met een controle op het gebruik van de kredieten. De werkingsverslagen moeten een effectieve verantwoording mogelijk maken van de bestemming van de middelen, van de uitvoering en uiteraard van de eventuele niet-uitvoering van de beheersplannen en doelstellingen.

Op die manier vormt het rapport een bron voor de volgende beheersovereenkomst en beheersplannen. Om geen veelheid aan rapporten te creëren, is ervoor gekozen de rapportering te laten gebeuren via het bestaande werkingsverslag, waarin is voorzien bij artikel 340 van het Gerechtelijk Wetboek. Artikel 340 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangepast aan de nieuwe inhoud.

Ook zullen beide Colleges in een rapport verantwoording moeten afleggen over de wijze waarop zij de beheersovereenkomst hebben uitgevoerd, middelen hebben verdeeld en de doelstellingen hebben gerealiseerd. Het rapport bevat voorts de aanbevelingen en richtlijnen van het voorbije jaar en de beslissingen die het College heeft vernietigd. Dat rapport wordt bezorgd aan de minister van Justitie en aan het Parlement.

Er is voorzien in een financiële controle *a posteriori* van de rekeningen, alsmede in toezicht door het Rekenhof en in de mogelijkheid dat twee afgevaardigden van de ministers binnen de Colleges kunnen optreden; de ene zal worden aangewezen door de minister van Justitie, de andere door de minister van Begroting. De afgevaardigde van de minister van Begroting wordt gekozen uit de inspecteurs van financiën die zijn geaccrediteerd bij de federale overheidsdienst Justitie.

De afgevaardigden van de minister kunnen met raadgevende stem de vergaderingen van de Colleges en van het directiecomité van het Hof van Cassatie

ministre dispose d'un délai de dix jours ouvrables pour former un recours contre toute décision du collège ou du comité de direction de la Cour de cassation qu'il estime contraire à la loi ou au contrat de gestion.

En outre, le délégué du ministre du Budget ne peut former un tel recours que si la décision a une portée financière. Le recours est suspensif. Ces délégués exercent leurs recours auprès du ministre qui les a désignés. Le ministre rend sa décision dans un délai de vingt jours, après avoir pris l'avis de l'autre ministre intéressé. Si le ministre n'a pas prononcé l'annulation dans ce délai, la décision devient définitive. L'annulation de la décision est notifiée au collège par le ministre qui l'a prononcée.

Il importe que l'ordre judiciaire soit étroitement associé à l'exécution de la réforme. À cet effet, une structure de concertation sera créée au sein du service public fédéral Justice avec l'ordre judiciaire.

Un comité de gestion commun composé du comité de direction du SPF et de deux représentants de l'ordre judiciaire, un pour le siège et un pour le ministère public, verra le jour avec la loi relative à l'introduction d'une gestion autonome. Ce comité de gestion commun participera à organiser le transfert de la gestion. Deux magistrats seront aussi étroitement associés au fonctionnement de la direction générale Organisation judiciaire du SPF, qui était jusqu'à présent responsable de la gestion. Cette collaboration du SPF Justice et de l'ordre judiciaire permettra également de réaliser un transfert des connaissances et de l'expérience en matière de gestion.

Le système des contrats de gestion est appelé à se développer dans les années à venir, parallèlement à la maturité de gestion au sein de l'organisation judiciaire et à l'importance des moyens qui seront transférés par le biais de ces contrats de gestion. Le règlement doit pouvoir être adapté à l'évolution avec souplesse. C'est pourquoi la procédure de négociation, d'adaptation et d'évaluation des contrats de gestion sera réglée par le Roi.

Les détails relatifs à la gestion financière seront élaborés dans une loi ultérieure. Au cours des premières années, les moyens seront définis sous la forme de cadres, de soutien matériel déterminé ou d'infrastructure. À terme, ces moyens pourront toutefois être alloués sous la forme de ressources budgétaires. Cela devra se faire progressivement en fonction de la maturité de gestion de l'organisation et du développement d'instruments de gestion. Les moyens pourront également être alloués partiellement sous la forme de crédits, sans pour autant que tous les moyens

bijwonen. Iedere afgevaardigde van de minister kan binnen een termijn van tien werkdagen beroep instellen tegen elke beslissing van het College of van het directiecomité van het Hof van Cassatie die hij met de wet of met de beheersovereenkomst strijdig acht.

De afgevaardigde van de minister van Begroting kan dit bovendien slechts doen voor zover die beslissing financiële gevolgen heeft. Het beroep is opschortend. Voor deze afgevaardigden staat beroep open bij de minister die hen heeft aangewezen. De minister treft zijn beslissing binnen een termijn van twintig dagen na het advies van de andere betrokken minister te hebben ingewonnen. Heeft de minister de nietigverklaring niet binnen die termijn uitgesproken, dan wordt de beslissing definitief. De nietigverklaring van de beslissing wordt aan het College betekend door de minister die ze heeft uitgesproken.

Het is belangrijk dat de rechterlijke orde nauw wordt betrokken bij de tenuitvoerlegging van de hervorming. Daartoe zal bij de federale overheidsdienst Justitie een overlegstructuur met de rechterlijke orde worden uitgebouwd.

De wet betreffende de invoering van een verzelfstandigd beheer zal een gemeenschappelijk beheerscomité instellen dat zal samengesteld zijn uit het directiecomité van de FOD en twee vertegenwoordigers van de rechterlijke orde, één voor de zetel en één voor het openbaar ministerie. Dat gemeenschappelijk beheerscomité zal deelnemen aan de organisatie van de overdracht van het beheer. Voorts zullen twee magistraten nauw betrokken worden bij de werking van het directoraat-generaal Rechterlijke Organisatie van de FOD, dat tot dusver belast was met het beheer. Die samenwerking tussen de FOD Justitie en de rechterlijke orde zal ook een overdracht mogelijk maken van de kennis en de ervaring inzake beheer.

Het systeem van beheersovereenkomsten zal de komende jaren moeten groeien, samen met de beheersmaturiteit binnen de rechterlijke organisatie en de omvang van de middelen die via deze beheersovereenkomst zullen worden overgedragen. De regeling moet soepel kunnen worden aangepast aan de evolutie. Daarom wordt de procedure voor de onderhandeling over, de aanpassing en evaluatie van de beheersovereenkomsten door de Koning geregeld.

De details in verband met het financieel beheer zullen in een latere wet worden uitgewerkt. De middelen zullen in de beginjaren worden gedefinieerd in de vorm van kaders, welbepaalde materiële ondersteuning of infrastructuur. Op termijn echter zullen die middelen toegekend kunnen worden in de vorm van budgettaire middelen. Dit zal geleidelijk dienen te gebeuren naargelang de beheersmaturiteit van de organisatie en de ontwikkeling van de beheersinstrumenten. De middelen zullen ook gedeeltelijk in de vorm van kredieten kunnen worden toegekend, zonder

doivent du même coup être distribués par le biais de crédits. La possibilité d'allouer des moyens de fonctionnement, même partiellement, sous la forme de crédits provenant du budget de la Justice est donc prévue.

L'introduction du modèle de gestion sera effectuée progressivement. Chaque étape demande également d'importantes interventions sur le plan organisationnel, tant du côté du SPF que du côté de l'organisation judiciaire en fonction des connaissances acquises. Un collège d'évaluation regroupant les partenaires concernés sera créé afin d'encadrer ce processus.

La ministre souhaite conclure son exposé au sujet de cet important projet de loi en formulant deux observations.

La première observation est que les avis du Conseil d'État ont été largement intégrés dans le projet de loi. C'est ainsi que les dispositions relatives à l'audit interne, à la gestion commune, aux contrats de gestion et aux plans de gestion ainsi qu'aux mesures transitoires en matière de financement ont été adaptées afin de tenir compte de l'observation selon laquelle des délégations excessives ont été accordées au Roi pour un certain nombre de compétences.

À la demande du Conseil, on a également précisé dans l'exposé des motifs ce qu'il y a lieu d'entendre par directives contraignantes : *«Elles doivent être considérées comme des directives internes visant à assurer un fonctionnement cohérent et à organiser une bonne coordination de la gestion au sein, soit du ministère public, soit des cours et tribunaux. Elles s'adresseront aux comités de direction, jamais à des juges individuels. Elles ne contiennent donc ni des droits ni des obligations vis-à-vis des tiers. Il ne s'agit pas d'une compétence réglementaire générale. Il va de soi que les compétences du Collège des cours et tribunaux ne peuvent en rien toucher à l'indépendance des magistrats du siège ou influencer les décisions qu'ils doivent prendre dans les dossiers qui leur sont soumis. Les directives ne pourront jamais non plus concerner des procès individuels.»*

À la suite des observations du Conseil d'État, l'expression «plan de gestion» a été précisée, de même que le fonctionnement du commissaire du gouvernement : si le ministre de la Justice ou du Budget doit statuer sur un point litigieux, le président du collège concerné peut également être entendu.

Enfin, la relation collège-comité de direction a été clarifiée en cas de conflit concernant la répartition des moyens. Si un tel désaccord intervient entre un collège et un tribunal ou un parquet, une possibilité de recours est instaurée. Pour éviter qu'un recours systématique auprès du ministre puisse ébranler le rôle du collège dans la gestion et la répartition des moyens, un seuil

dat daarvoor meteen alle middelen via kredieten moeten worden verdeeld. Er is dus voorzien in de mogelijkheid om werkingsmiddelen, ook gedeeltelijk, toe te kennen in de vorm van kredieten uit de begroting van Justitie.

De invoering van het beheersmodel zal geleidelijk geschieden. Elke stap vereist ook belangrijke organisatorische ingrepen zowel van de kant van de federale overheidsdienst Justitie als van die van de rechterlijke organisatie en dit naar gelang van de verworven inzichten. Om dit proces te begeleiden zal een evaluatiecollege worden opgericht met daarin de betrokken partners.

De minister wil de toelichting bij dit belangrijk wetsontwerp afsluiten met twee opmerkingen.

De eerste is dat de adviezen van de Raad van State ruimschoots in voorliggend ontwerp zijn verwerkt. Zo zijn de bepalingen inzake interne audit, het gezamenlijk beheer, de beheersovereenkomsten en beheersplannen en de overgangsmaatregelen inzake de financiering aangepast om tegemoet te komen aan de opmerking dat er bij een bepaald aantal bevoegdheden teveel machtigingen aan de Koning werden toegekend.

Op vraag van de Raad, werd in de Memorie van Toelichting ook gepreciseerd wat de dwingende richtlijnen zijn. De minister citeert : *«ze moeten beschouwd worden als interne richtlijnen van de organisatie, gericht op een coherente werking en een goede coördinatie van het beheer binnen hetzij het openbaar ministerie, hetzij de hoven en rechtbanken. Ze zijn gericht aan de directiecomités, nooit aan individuele rechters. Ze kunnen ook geen rechten of plichten inhouden ten aanzien van derden. Het betreft hier geen algemene reglementaire bevoegdheid. Het spreekt voor zich dat de bevoegdheden van het College van de hoven en rechtbanken de onafhankelijkheid van de magistraten van de zetel niet mogen raken of beslissingen die ze moeten nemen in de dossiers die hen zijn voorgelegd beïnvloeden. De richtlijnen kunnen ook nooit betrekking hebben op individuele rechtszaken.»*

In opvolging van de opmerkingen van de Raad van State, werd ook de term beheersplan gepreciseerd en het functioneren van de regeringscommissaris, waarbij als de minister van Justitie of die van Begroting een omstreden punt moet beoordelen, ook de voorzitter van het betrokken College kan worden gehoord.

Ten slotte is de verhouding College-directiecomité uitgeklaard in geval van conflict over de verdeling van de middelen. Bij een dergelijke onenigheid tussen een College en een rechtbank of parket wordt in een beroep voorzien. Om te voorkomen dat door een systematisch beroep bij de minister de rol van het College in het beheer en verdeling van de middelen

est prévu. En effet, il faut privilégier le dialogue et les solutions consensuelles. Le recours n'est dès lors possible que si le conflit sur la répartition met en danger le fonctionnement du tribunal ou du parquet.

La deuxième observation porte sur la suite du calendrier. En principe, la nouvelle structure installée par les deux lois sera mise sur pied le 1^{er} avril 2014. En ce qui concerne le projet de loi à l'examen, les magistrats entreranno, dès ce moment, au comité de direction du SPF Justice, les collèges seront créés avec leur service d'appui, de même que les comités de direction dans les entités et les collèges d'évaluation. À l'évidence, les articles relatifs aux plans et aux contrats de gestion et ceux concernant la gestion financière ne seront pas encore en vigueur à ce moment-là.

Dans une phase ultérieure — au cours de la prochaine législature —, un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres fixera et organisera le calendrier, les modalités et la portée du transfert de compétences du SPF Justice aux collèges ou à la gestion commune. Ces mesures peuvent aussi prendre la forme de différents arrêtés royaux. Le processus de décentralisation progressive depuis Bruxelles vers les nouvelles entités pourra alors véritablement démarrer. Une chose est claire cependant, cette réforme prendra des années. Il reste à espérer que le prochain ministre disposera d'un délai complet de presque cinq ans.

La ministre souhaite conclure en lançant un appel. Il s'agit sans nul doute en l'espèce de la principale réforme du système judiciaire intervenant en Belgique depuis 1830. Aussi, après trente ans de discussion, la tentation est grande de qualifier cette réforme d'historique, ce que la ministre dit ne pas vouloir faire car, à force d'être utilisé dans les comptes rendus sportifs, ce terme a perdu de sa pertinence. Cette réforme pourrait être qualifiée aussi de copernicienne, mais cela témoignerait peut-être d'un manque de modestie. En exagérant un peu le trait, la ministre indique que l'on pourrait parler aussi d'un nouveau modèle confédéral qui est mis sur pied dans le secteur de la Justice. Mais elle ne se risquera pas à étiqueter les structures car c'est un terrain glissant. Ce qui est clair néanmoins, c'est qu'il s'agit d'un moment charnière.

Trente ans de discussions se clôturent par une nouveauté, par un changement par rapport aux 180 années écoulées. Les textes de loi ne sont pas un point final, mais le début d'une longue histoire qui durera au moins une décennie. Ils forment la base et le cadre, mais c'est la pratique qui se développera qui sera l'élément le plus important.

Toute cette réforme part de l'idée qu'en accordant davantage d'autonomie à la magistrature, on renforcera

wordt ondermijnd, is een drempel ingebouwd. De voorkeur moet gaan naar een oplossing via dialoog en gezamenlijke oplossingen. Het beroep is daarom slechts mogelijk als het conflict over de verdeling de goede werking van het parket of de rechtbank in gevaar brengt.

De tweede opmerking gaat over de verdere *timing*. In principe zal de nieuwe structuur, die door de twee wetten wordt geïnstalleerd, op 1 april van volgend jaar van start gaan. Wat dit wetsontwerp betreft zullen op dat moment de magistraten in het directiecomité van de federale overheidsdienst Justitie treden, zullen de Colleges opgericht worden met hun steundienst, naast de directiecomités in de entiteiten en de evaluatiecolleges. Uiteraard zijn op dat moment de artikelen rond beheersplannen en -overeenkomsten en het financieel beheer nog niet van kracht.

In een latere fase — in de volgende legislatuur — zal een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit de timing, de wijze en draagwijdte van de overdracht van bevoegdheden van de federale overheidsdienst Justitie naar de Colleges of naar het gemeenschappelijk beheer bepalen en organiseren. Dat kan ook via verschillende koninklijke besluiten gebeuren. Op dat moment komt het proces van geleidelijke decentralisering vanuit Brussel naar de nieuwe entiteiten echt op gang. Maar dat zal, zoveel is duidelijk, een werk van jaren zijn. Hopelijk kan de volgende minister inderdaad beschikken over een volle termijn van bijna vijf jaar.

De minister wil eindigen met een oproep. Het gaat hier zonder enige twijfel om de belangrijkste wijziging in het justitiesysteem van ons land sedert 1830. De verleiding is dan ook groot om na dertig jaar discussie deze hervorming historisch te noemen. De minister zal dat niet doen, omdat die term tegenwoordig wat verwaterd is door het veelvuldig gebruik in de sportverslaggeving. Zij zou deze hervorming ook Copernicaans kunnen noemen, maar misschien is het niet echt bescheiden om dat te zeggen. Met wat zin voor overdrijving, zou zij misschien ook het beeld kunnen oproepen van een nieuw confederaal model dat we in Justitie uitbouwen, maar ze wil zich niet op het glad ijs van de etikettering van structuren wagen. Wat wel duidelijk is, is dat we op een kantelmoment staan.

We sluiten dertig jaar discussie af. We beginnen iets nieuws, iets anders dan de voorbije 180 jaar. De wetteksten zijn geen eindpunt, maar het begin van een lang verhaal dat minstens een decennium zal duren. Ze vormen de basis, het kader, maar veel belangrijker nog is de praktijk die zal worden uitgebouwd.

De hele vernieuwing vertrekt van de idee: meer autonomie aan de magistratuur, en dus meer vertrou-

aussi la confiance dans la magistrature. La réforme contient des éléments centralisateurs (moins d'arrondissements, deux nouveaux collèges), mais ceux-ci sont destinés essentiellement à servir de levier en vue de décentraliser les compétences et les moyens au départ de Bruxelles.

Dans ce contexte, une seule conclusion s'impose : la réforme de la justice ne sera pas ce que la politique en fera, mais bien ce que la magistrature et le personnel judiciaire en feront. Et tel doit être le cas dans une organisation moderne. L'objectif est que les moyens soient utilisés de manière plus rationnelle, que la justice soit considérée comme un service au public qui puisse agir comme une organisation solide, même si des contradictions internes subsistent, comme partout.

La ministre invite dès lors les acteurs de la justice à saisir l'opportunité qui leur est offerte car ce sont eux, désormais, qui détermineront en grande partie leur avenir.

III. DISCUSSION GÉNÉRALE

A. Questions et observations des membres

M. Laeremans souligne que le projet à l'examen s'inscrit dans le cadre du projet de loi portant réforme des arrondissements judiciaires et modifiant le Code judiciaire en vue de renforcer la mobilité des membres de l'ordre judiciaire, qui a été érigé en loi le 1^{er} décembre 2013 (*Moniteur belge* du 10 décembre 2013) (voir doc. Sénat, n^{os} 5-2212/1-6).

L'intervenant rappelle qu'il s'oppose à cette loi parce qu'elle s'avérera néfaste pour la bonne administration de la justice. Elle rend l'organisation judiciaire inutilement complexe en prévoyant une répartition en circonscriptions territoriales provinciales et extra-provinciales ainsi que par arrondissement, si bien que la justice en devient ingérable. Le projet à l'examen ainsi que le projet concernant les aspects financiers de la réforme, qui reste à déposer, couronnent le tout. La complexité de l'ensemble saute aux yeux.

La réforme entrera en vigueur le 1^{er} avril 2014 (art. 46 du projet), ce qui n'est pas faisable d'après M. Laeremans. Il s'agit d'après lui d'un processus évolutif dans lequel des compétences seront transférées en plusieurs phases.

L'intervenant peut se rallier aux principes qui sous-tendent le projet de loi à l'examen, tels que l'instauration d'un modèle de management impliquant une plus grande autonomie pour les fonctions de direction, mais la structure sur laquelle ce modèle est greffé ne peut emporter son suffrage.

wen in de magistratuur. De hervorming bevat centraliserende elementen (minder arrondissementen, twee nieuwe Colleges), maar die zijn vooral bedoeld als hefboom om bevoegdheden en middelen vanuit Brussel te decentraliseren.

In die zin is er maar één conclusie mogelijk : de hervorming van justitie zal niet zijn wat de politiek ervan maakt, maar wat de magistratuur en het gerechtspersoneel ervan maken. En dat hoort zo in een moderne organisatie. Het doel is dat we rationeler leren omspringen met onze middelen, dat we justitie ook leren zien als een dienst aan het publiek, en dat we als één hechte organisatie naar buiten treden, ook al blijven er — zoals overall — intern tegenstellingen bestaan.

Vandaar dat er maar één motto kan zijn : « heren en dames van justitie, grijp uw kans. Uw toekomst bepaalt u voortaan grotendeels zelf. »

III. ALGEMENE BESPREKING

A. Vragen en bedenkingen van de leden

De heer Laeremans stipt aan dat het voorliggend ontwerp aansluit bij het wetsontwerp tot hervorming van de gerechtelijke arrondissementen en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op een grotere mobiliteit van de leden van de rechterlijke orde, dat op 1 december 2013 tot wet is verheven (*Belgisch Staatsblad* van 10 december 2013) (zie stukken Senaat, nrs. 5-2212/1-6).

Spreker herhaalt zijn verzet tegen deze wet omdat ze nefast zal blijken voor de goede werking van justitie. Zij maakt de rechterlijke organisatie nodeloos ingewikkeld met haar indeling in arrondissementele, provinciale en bovenprovinciale gebiedsomschrijvingen. Zo wordt justitie onbeheersbaar gemaakt. Het voorliggend ontwerp vormt samen met het nog in te dienen ontwerp betreffende de financiële aspecten van de hervorming, de kroon op het werk. De complexiteit van het geheel springt in het oog.

De hervorming zal in werking treden op 1 april 2014 (art. 46 van het ontwerp). Die datum is volgens de heer Laeremans niet haalbaar. Het gaat volgens hem om een evolutief verhaal waarbij gefaseerd bevoegdheden zullen worden overgedragen.

Spreker kan zich vinden in de principes die aan dit wetsontwerp ten grondslag liggen zoals de invoering van een managementmodel met grotere autonomie voor de directiefuncties. Maar de structuur waarop dat wordt geënt, kan niet op zijn goedkeuring rekenen.

M. Laeremans constate que la majorité numérique flamande est une fois de plus minée par la fâcheuse règle de la parité. Ainsi, tant le Collège des cours et tribunaux que le Collège du ministère public sont composés paritairement. Cette parité est toutefois minée par la règle suivante: «Si un membre est issu de l'arrondissement d'Eupen, il est comptabilisé dans le rôle linguistique de son diplôme de docteur, licencié ou master en droit» (articles 11 et 14 du projet). Si l'intéressé est titulaire d'un diplôme établi en néerlandais, il est donc comptabilisé dans le rôle linguistique néerlandais, ce qui n'est pas logique parce que l'arrondissement d'Eupen se trouve en Région wallonne. Dès lors, l'intéressé devrait être comptabilisé de plein droit dans le rôle linguistique français de manière à ce qu'il ne soit pas porté préjudice à la parité entre francophones et néerlandophones. Pour le moment, un germanophone est en effet un Wallon. Existe-t-il d'ailleurs des précédents dans lesquels un germanophone est comptabilisé de plein droit dans le rôle linguistique néerlandais ?

La même chose vaut pour le Conseil des procureurs du Roi. Le procureur du Roi adjoint (néerlandophone) de Bruxelles fera ainsi partie de ce conseil (art. 3 du projet), ce qui porte la proportion entre francophones et néerlandophones à 8 contre 6 au sein de ce conseil, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de parité, loin s'en faut, à moins que le germanophone soit considéré comme un néerlandophone. De nouveau, la proportion proposée ne reflète pas la majorité flamande de 60 %.

M. Laeremans aimerait connaître le coût de l'opération proposée. Impliquera-t-elle des dépenses supplémentaires ou les coûts seront-ils compensés par des économies sur d'autres postes ? D'après lui, la création de nouvelles institutions et le recrutement du personnel nécessaire entraîneront inévitablement des dépenses accrues. De nouvelles places vacantes seront-elles déclarées ouvertes pour les services d'appui ou procédera-t-on à des transferts de personnel au sein du SPF Justice ?

L'intervenant souscrit à la création d'un service d'appui attaché au Collège du ministère public. Il croit savoir que le but était déjà de créer un tel service pour apporter un soutien au Collège des procureurs généraux. Ce projet n'a toutefois jamais été mis en œuvre. Désormais, le service d'appui commun assistera tant le Collège des procureurs généraux que le Collège du ministère public. La question qui se pose à cet égard est de savoir comment seront délimitées les compétences de ces deux collèges qui se chevauchent en partie. En effet, leur composition se chevauche elle aussi partiellement.

Le Collège des procureurs généraux peut-il déjà compter sur un appui ? Quelle sera la formation du personnel des services d'appui, où se trouveront leurs locaux, combien coûteront-ils ? Comme la réforme

De heer Laeremans stelt vast dat de Vlaamse numerieke meerderheid eens te meer wordt gefnuikt door de onzalige pariteitsregel. Zo worden zowel het College van de hoven en rechtbanken als het College van het openbaar ministerie taalkundig paritair samengesteld. Maar die pariteit wordt ondergraven door de regel dat «indien een lid afkomstig is uit het arrondissement Eupen, het wordt meegeteld bij de taalgroep van zijn diploma van doctor, licentiaat of master in de rechten.» (artikelen 11 en 14 van het ontwerp). Indien de betrokkene een in het Nederlands gesteld diploma heeft, wordt hij dus bij de Nederlandse taalgroep gerekend. Dat is onlogisch want het arrondissement Eupen ligt in het Waals Gewest. Daarom zou de betrokkene van rechtswege bij de Franse taalgroep moeten worden gerekend zodat aan de pariteit tussen Franstaligen en Nederlandstaligen geen afbreuk kan worden gedaan. Een Duitstalige is op dit ogenblik immers een Waal. Bestaan er trouwens precedentes waarbij een Duitstalige van rechtswege tot de Nederlandse taalgroep wordt gerekend ?

Hetzelfde verhaal geldt voor de Raad van de procureurs des Konings. Zo zal de (Nederlandstalige) adjunct-procureur des Konings van Brussel deel uitmaken van deze raad (art. 3 van het ontwerp). Dat brengt de verhouding tussen Franstaligen en Nederlandstaligen in die raad op 8 tegen 6. Dus bijlange geen pariteit tenzij de Duitstalige als Nederlandstalige wordt beschouwd. Opnieuw weerspiegelt de voorgestelde verhouding niet de Vlaamse meerderheidspositie van 60 %.

De heer Laeremans zou graag de kostprijs kennen van de voorgestelde operatie. Zal zij meeruitgaven impliceren of worden de kosten gecompenseerd door bezuinigingen op andere posten ? Zijn inziens zal de creatie van nieuwe instellingen met bijbehorend personeel onvermijdelijk tot hogere uitgaven leiden. Zullen er voor de steundiensten nieuwe vacatures worden uitgeschreven of zal er intern in de federale overheidsdienst Justitie met personeel worden geschoven ?

Spreker gaat akkoord met de oprichting van een steundienst bij het College van het openbaar ministerie. Zijns inziens lag het in de bedoeling een dergelijke dienst reeds op te richten ter ondersteuning van het College van procureurs-generaal. Maar dat plan is nooit uitgevoerd. Nu zal de gemeenschappelijke steundienst ten dienste staan van zowel het College van procureurs-generaal als het College van het openbaar ministerie. Daarbij rijst de vraag hoe de elkaar deels overlappende bevoegdheden van die twee Colleges zullen worden afgelijnd. Zij hebben immers ook een deels overlappende samenstelling.

Kan het College van procureurs-generaal reeds op ondersteuning rekenen ? Wat zal de personeelsformatie zijn van de steundiensten, waar zullen ze gehuisvest worden, wat is hun kostprijs ? Aangezien de

entrera en vigueur le 1^{er} avril 2014, la ministre est censée être en possession de toutes les informations détaillées à cet égard.

Un point qui suscite l'étonnement est la fonction d'audit du service d'appui commun pour le Collège des procureurs généraux et le Collège du ministère public. Ce service sera chargé de l'organisation d'un audit interne du Collège du ministère public et des entités judiciaires (art. 15 du projet). Quelle est la portée et la finalité de cet audit ? S'agit-il d'un audit unique ou est-ce une mission permanente ? L'audit sert-il à optimiser le fonctionnement d'une entité en termes de ressources humaines ? Ou s'agit-il d'un audit réalisé par le Conseil supérieur de la Justice dans le but, par exemple, d'analyser une anomalie ? N'y a-t-il pas de risque de chevauchement ? Le service d'appui sera-t-il en mesure d'effectuer immédiatement une mission à ce point cruciale ? Quelle forme prendront les effectifs de ce service ? Le problème fondamental est que cet audit part du principe de la subordination de la magistrature assise au ministère public ou à son service d'appui, alors que ce devrait être le contraire. On ne sait en effet pas clairement qui sera à la barre du service d'appui commun : les magistrats de parquet détachés ou le personnel administratif. Ce service d'appui peut-il d'initiative auditer un tribunal au motif que celui-ci ne suit pas suffisamment le ministère public ?

Le Collège des cours et tribunaux et le Collège du ministère public répartiront les moyens entre les entités judiciaires de leur organisation sur la base des plans de gestion des entités judiciaires (art. 24 du projet), ce qui implique un transfert de compétences considérable du Service public fédéral vers ces Collèges. De quels moyens s'agit-il ? S'agit-il de tous les moyens ou l'administration conserve-t-elle une certaine compétence ? Comment le parlement pourra-t-il exercer un contrôle à cet égard ?

Mme Faes souhaite tout d'abord savoir pourquoi la ministre n'a une fois de plus pas tenu compte des remarques pertinentes du Conseil supérieur de la Justice.

1. La définition d'éléments essentiels de la loi est ainsi presque toujours laissée au Roi, en particulier en ce qui concerne les contrats de gestion, les plans de gestion et la répartition des moyens entre les cours, les tribunaux et les parquets. Le Conseil d'État a lui aussi affirmé à cet égard que l'organisation des cours et tribunaux doit être réglée par la loi et que l'on ne peut pas se décharger de compétences normatives en les confiant au Roi.

hervorming in werking treedt op 1 april 2014, moet de minister daar toch al gedetailleerde informatie over bezitten.

Een punt dat verwondering wekt, is de auditfunctie van de gemeenschappelijke steundienst bij het College van procureurs-generaal en het College van het openbaar ministerie. Die dienst zal worden belast met het organiseren van een interne audit van het College van het openbaar ministerie en van de gerechtelijke entiteiten (art. 15 van het ontwerp). Wat is de draagwijdte en finaliteit van die audit ? Gaat het om een eenmalige audit of is het een permanente opdracht ? Dient de audit om de werking van een entiteit te optimaliseren in termen van human resources ? Of gaat het om een audit zoals die wordt uitgevoerd door de Hoge Raad voor de Justitie, bijvoorbeeld om een wantoestand door te lichten ? Dreigt er dan geen gevaar van overlapping ? Zal de steundienst een dergelijke belangrijke taak onmiddellijk kunnen uitvoeren ? Hoe zal de bestaande van die dienst eruit zien ? Het fundamentele knelpunt is dat deze audit de ondergeschiktheid van de zittende magistratuur aan het openbaar ministerie of zijn steundienst veronderstelt, terwijl het tegenovergestelde het geval zou moeten zijn. Het is immers niet duidelijk wie aan het roer van de gemeenschappelijke steundienst zal staan : gedetacheerde parketmagistraten of administratief personeel. Kan deze steundienst op eigen initiatief een rechtbank doorlichten omdat die het openbaar ministerie te weinig volgt ?

Het College van de hoven en rechtbanken en het College van het openbaar ministerie zullen de middelen onder de gerechtelijke entiteiten van hun organisatie verdelen op basis van de beheersplannen van de gerechtelijke entiteiten (art. 24 van het ontwerp). Dat houdt een aanzienlijke bevoegdheidsoverdracht in van de federale overheidsdienst Justitie naar die Colleges. Over welke middelen gaat het ? Gaat het om alle middelen of behoudt de administratie een zekere bevoegdheid ? Hoe zal het Parlement daar zicht op krijgen ?

Mevrouw Faes wenst in de eerste plaats te weten waarom de minister eens te meer geen rekening heeft gehouden met de pertinente opmerkingen van de Hoge Raad voor de Justitie.

1. Zo wordt de invulling van essentiële elementen van de wet bijna altijd overgelaten aan de Koning, inzonderheid met betrekking tot de beheersovereenkomsten, de beheersplannen en de verdeling van de middelen onder de hoven, rechtbanken en parketten. Ook de Raad van State heeft in dat verband gesteld dat de organisatie van de hoven en rechtbanken bij wet dient te worden geregeld en dat er geen normatieve bevoegdheden naar de Koning kunnen worden doorgeschoven.

2. En outre, le Conseil supérieur a indiqué qu'il n'est pas question d'une réelle décentralisation.

Ces remarques sont fondamentales. Mais, de nouveau, force est de constater que la ministre n'en tient pas compte. Est-il encore utile que le Conseil supérieur de la Justice émette des avis ?

Ensuite, Mme Faes souhaite elle aussi connaître le coût des nouvelles instances qui seront créées dans le cadre de la gestion autonome proposée pour l'organisation judiciaire. Quelles seront les répercussions pour le personnel qui se charge actuellement de la gestion de l'ordre judiciaire ?

M. Mahoux remarque que si l'objectif du projet de loi est d'améliorer le fonctionnement de la justice, on ne peut évidemment qu'y souscrire.

Dans le cadre d'une gestion décentralisée de la justice confiée à différents organes, le membre aimerait que le rôle de l'administration soit précisé.

Pourquoi, dans un texte de loi de cette importance, ne pas être plus précis, au moins au sujet de certaines fonctions qui seront confiées aux responsables de la gestion décentralisée ? Suite, notamment, aux remarques du Conseil d'État, il a été prévu que les renvois au Roi devraient se traduire par des arrêtés délibérés en Conseil des ministres. Sans être une garantie absolue, cela assure au moins que ces arrêtés seront discutés par les différentes composantes politiques de la majorité et ne dépendront pas uniquement du ministre de la Justice en fonction.

Le transfert de la gestion des moyens financiers est renvoyé à un projet ultérieur. On travaille en cascade. Comment va être exercé le contrôle de cette gestion ? A terme, qui va exercer le contrôle de la gestion financière qui va être décentralisée ?

Pour la composition des organes, il apparaît qu'il y aura deux structures, celle du siège et celle du ministère public. Quelle coordination peut-on attendre entre ces structures, étant entendu que « l'appui » ne constitue pas une structure décisionnelle, mais seulement une structure d'aide à la gestion ?

Mme Khattabi soutient le principe de la gestion décentralisée mais elle déplore l'ambiguïté du texte qui contient certains paradoxes. D'une part, il y a un délitement de la responsabilité politique de la ministre, alors que d'autre part, les prérogatives revendiquées par la ministre dans la mise en œuvre pratique de la réforme mettent à mal la séparation des pouvoirs. À titre d'exemple, la ministre devient une instance de

2. Voorts heeft de Hoge Raad opgemerkt dat er van een werkelijke decentralisatie geen sprake is.

Deze opmerkingen zijn fundamenteel. Maar wederom dringt zich de vaststelling op dat de minister ze naast zich neerlegt. Wat voor zin heeft het nog dat de Hoge Raad voor de Justitie adviezen uitbrengt ?

Ten tweede wenst ook mevrouw Faes de kostprijs te kennen van de nieuwe instanties die in het kader van het voorgestelde verzelfstandigd beheer van de rechterlijke organisatie zullen worden opgericht. Wat zullen de repercussies zijn voor het personeel dat momenteel instaat voor het beheer van de rechterlijke orde ?

De heer Mahoux merkt op dat indien het doel van het wetsontwerp het verbeteren van de werking van Justitie is, men het er uiteraard slechts mee eens kan zijn.

Wat het in handen geven van een gedecentraliseerd beheer aan verscheidene organen betreft, wenst het lid dat de rol van de administratie nader wordt omschreven.

Waarom is men in een zo belangrijke wettekst op zijn minst voor bepaalde functies die aan de leidinggevenden van het gedecentraliseerd beheer zullen worden gegeven, niet nauwkeuriger ? Als gevolg van de opmerkingen van de Raad van State werd bepaald dat de machtiging aan de Koning vorm moet krijgen in besluiten vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Hoewel dat geen absolute waarborg is, is men er dan tenminste zeker van dat de diverse politieke componenten van de meerderheid over die besluiten zullen debatteren en dat ze niet uitsluitend van de minister van Justitie zullen afhangen.

De overdracht van het beheer van de financiële middelen wordt naar een later project verwezen. We werken stap voor stap. Hoe zal de controle op dat beheer worden uitgeoefend ? Wie zal op termijn de controle op het financieel beheer, dat gedecentraliseerd zal worden, uitoefenen ?

Wat de samenstelling van de organen betreft, zullen er kennelijk twee structuren zijn, die van de zittende magistratuur en die van het openbaar ministerie. Welke coördinatie mag men tussen beide structuren verwachten, gelet op het feit dat de « steun » geen beslissingsstructuur is, maar alleen een structuur die hulp biedt bij het beheer ?

Mevrouw Khattabi steunt het principe van het gedecentraliseerd beheer, maar betreurt de dubbelzinnigheid van de tekst, die een aantal paradoxen bevat. Enerzijds is er een opdeling van de politieke verantwoordelijkheid van de minister, maar anderzijds brengen de voorrechten die de minister opeist bij de praktische uitvoering van de hervorming de scheiding der machten in het gedrang. Een voorbeeld is dat de

recours en cas de difficultés dans la gestion. La membre estime donc qu'il y a une ambiguïté sur le rôle que la ministre de la Justice entend jouer et pour cette raison, elle s'abstiendra lors du vote de ce texte.

M. Anciaux a deux questions pour la ministre :

1. Comment réglera-t-on la composition paritaire du Collège des cours et tribunaux sur le plan linguistique (art. 11 du projet)? Cette question est capitale car « le Collège décide à la majorité des voix, dont au moins une voix dans chaque groupe linguistique. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante ». La même question se pose pour le Collège du ministère public (art. 14 du projet). L'intervenant n'a aucune objection à la composition paritaire de ces organes, mais elle doit être garantie. Comment cela s'organisera-t-il en pratique ?

2. La compétence relative à la mesure de la charge de travail est transférée du Conseil supérieur de la Justice au Collège des cours et tribunaux ou au Collège du ministère public (art. 40 du projet). Tous les cinq ans, il faudra organiser la mesure de la charge de travail pour chaque type de juridiction ou parquet. Quelles dispositions prendra-t-on afin que cette mesure de la charge de travail se fasse de façon suffisamment objective et indépendante? Les membres des deux collèges doivent en effet s'auto-évaluer.

M. Delpérée formule une première observation au sujet des rapports entre la loi et le gouvernement. Le Conseil d'État s'est prononcé sur la question. S'il est prévu que la loi doit intervenir, si l'organisation de la justice et les attributions de la justice constituent un domaine réservé à la loi, les problèmes de fonctionnement sont quand même différents. On voit mal comment le pouvoir législatif pourrait déterminer demain les contrats de gestion qui pourraient être conclus avec les cours et tribunaux.

Sa deuxième remarque constitue plutôt un avertissement que le membre a déjà formulé de longue date, notamment lors des groupes de travail Octopus et Atomium. Il ne s'agit pas ici de décentralisation. Le terme « décentralisation » a pour les juristes un sens précis, technique, bien déterminé. Les communes et les provinces sont décentralisées. Cela signifie des élections, des responsabilités autonomes, un contrôle de tutelle. Dans le cas de la justice, c'est d'une gestion autonome qu'il s'agit. Et gestion autonome n'équivaut pas à décentralisation. Utiliser un terme de façon inadéquate pourrait laisser croire aux justiciables qu'ils vont se retrouver devant des organismes autonomes décentralisés.

Mme Khattabi se rallie entièrement aux propos de l'intervenant précédent.

minister een beroepsinstantie wordt bij beheersproblemen. Het lid meent dus dat er rond de rol die de minister van Justitie wil spelen, dubbelzinnigheid bestaat en ze zal zich daarom bij de stemming over de tekst onthouden.

De heer Anciaux legt de minister twee vragen voor :

1. Hoe zal de taalkundig paritaire samenstelling van het College van de hoven en rechtbanken er precies uitzien (art. 11 van het ontwerp)? Die vraag is van belang omdat « het College bij meerderheid van stemmen beslist, waaronder minstens één stem in elke taalgroep. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. ». Dezelfde vraag geldt voor het College van het openbaar ministerie (art. 14 van het ontwerp). Spreker heeft geen problemen met de paritaire samenstelling van die organen, maar ze moet wel gewaarborgd zijn. Hoe zal dat in de praktijk worden geregeld ?

2. De bevoegdheid inzake werklastmeting wordt overgeheveld van de Hoge Raad voor de Justitie naar het College van de hoven en rechtbanken of het College van het openbaar ministerie (art. 40 van het ontwerp). De werklastmetingen zullen om de vijf jaar worden gehouden voor elk type rechtscollege of parket. Welke maatregelen zullen er worden genomen opdat die werklastmeting voldoende objectief en onafhankelijk zal verlopen? De leden van de twee Colleges moeten immers zichzelf beoordelen.

De heer Delpérée formuleert een eerste opmerking over de verhoudingen tussen de wet en de regering. De Raad van State heeft zich over dat probleem uitgesproken. Er is weliswaar bepaald dat de wet zijn rol moet spelen, de organisatie van het gerecht en de competenties van het gerecht zijn weliswaar het exclusieve domein van de wet, maar voor de functioneringsproblemen ligt dat toch anders. Men ziet niet goed in hoe de wetgevende macht morgen de beheerscontracten kan vastleggen die men met de hoven en rechtbanken zou kunnen sluiten.

Zijn tweede opmerking is veeleer een waarschuwing die het lid reeds lang geleden verwoord heeft, namelijk in de Octopus- en Atomium-werkgroepen. Het gaat hier niet om decentralisering. Het woord « decentralisering » heeft voor juristen een welbepaalde, technische betekenis. De gemeenten en provincies zijn gedecentraliseerd. Dat betekent autonome verkiezingen en verantwoordelijkheden, met controle door een toezichthouder. In het geval van het gerecht gaat het om een verzelfstandigd beheer. En verzelfstandigd beheer is niet hetzelfde als decentralisering. Wanneer men onterecht een term gebruikt, wordt bij de rechtzoekenden de indruk gewekt dat ze geconfronteerd zullen worden met verzelfstandigde, gedecentraliseerde instellingen.

Mevrouw Khattabi is het helemaal eens met vorige spreker.

M. Mahoux souligne qu'il a parlé de gestion décentralisée et non de décentralisation.

M. Delpérée rétorque que le membre joue sur les mots.

Sur les habilitations au Roi, M. Mahoux fait remarquer que le texte de loi aurait quand même pu contenir davantage d'éléments sans pour autant porter offense aux compétences respectives du législatif et de l'exécutif.

Mme Van Hoof émet trois remarques.

Premièrement, elle se réjouit que le troisième volet de la réforme de l'organisation judiciaire soit enfin examiné au Sénat. La question est toutefois de savoir quel modèle a été choisi. Au sein des groupes de travail qui ont préparé cette réforme, on a proposé un modèle décentralisé, alors que, dans le présent projet, on a opté pour une gestion autonome. Quelle est la plus-value de ce modèle étant donné que les deux Collèges sont organisés de manière centralisée et qu'ils sont habilités à répartir les moyens entre les entités judiciaires de leur organisation? Initialement, l'objectif était d'attribuer cette compétence aux cours et tribunaux et d'allouer les moyens suivant les nécessités.

Deuxièmement, le présent projet prévoit la création d'un comité de direction pour chaque cour, tribunal et parquet (art. 19 du projet). Combien y en aura-t-il exactement? Comment seront leurs relations mutuelles au sein d'un même ressort? Qui aura éventuellement le dernier mot? Cette structure complexe ne menace-t-elle pas de créer une impasse lorsque plusieurs comités situés dans les mêmes limites territoriales se renverront les dossiers? Comment sera la relation entre les comités de direction et les deux Collèges?

Enfin, la réforme proposée entrera en vigueur le 1^{er} avril 2014 (art. 46 du projet). Néanmoins, les principaux articles du projet (concernant les contrats et les plans de gestion: articles 21 à 27) entreront en vigueur à la date fixée par le Roi. Quand cela est-il prévu et comment le phasage se déroule-t-il? Comment la gestion autonome de l'organisation judiciaire pourra-t-elle prendre effet si on n'a aucune prise sur les contrats et les plans de gestion visés aux articles 21 à 27?

M. Courtois souligne que la magistrature attendait depuis longtemps cette nouvelle organisation. Toutefois, le membre s'interroge sur la logistique reprise dans les attributions. La première des logistiques a trait aux bâtiments. Or, ceux-ci ne sont pas repris sous le terme «logistique». Le membre plaide depuis longtemps déjà pour que la gestion des bâtiments

De heer Mahoux onderstreept dat hij het over gedecentraliseerd beheer had en niet over decentralisering.

De heer Delpérée repliceert dat het lid er een woordspelletje van maakt.

In verband met de machtigingen aan de Koning merkt de heer Mahoux op dat de wettekst toch explicieter had kunnen zijn, zonder daarom de respectieve bevoegdheden van de wetgevende en de uitvoerende macht te schenden.

Mevrouw Van Hoof heeft drie opmerkingen.

In de eerste plaats verheugt ze zich erover dat het derde deel van de hervorming van de rechterlijke organisatie eindelijk in de Senaat ter tafel ligt. De vraag is echter voor welk model is gekozen. In de werkgroepen die deze hervorming hebben voorbereid, werd een gedecentraliseerd model naar voren geschoven terwijl in het onderhavig ontwerp voor een verzelfstandigd beheer is gekozen. Wat is daar de meerwaarde van in het licht van de vaststelling dat de twee Colleges centraal zijn georganiseerd en de bevoegdheid hebben om de middelen onder de gerechtelijke entiteiten van hun organisatie te verdelen? Oorspronkelijk was het de bedoeling die bevoegdheid aan de hoven en rechtbanken te geven en de middelen te besteden naar gelang van de behoeften.

Ten tweede voorziet dit ontwerp in de oprichting van een directiecomité voor elk hof, elke rechtbank en elk parket (art. 19 van het ontwerp). Hoeveel zullen er dat precies zijn? Hoe zullen, binnen eenzelfde ressort, hun onderlinge verhoudingen zijn? Wie zal eventueel het laatste woord hebben? Dreigt deze complexe structuur geen impasse te creëren wanneer verschillende comités binnen eenzelfde gebiedsomschrijving de dossiers naar elkaar doorverwijzen? Hoe zal de verhouding zijn tussen de directiecomités en de twee Colleges?

Tot slot zal de voorgestelde hervorming in werking treden op 1 april 2014 (art. 46 van het ontwerp). Maar de belangrijkste artikelen van het ontwerp (betreffende de beheersovereenkomsten en beheersplannen: artikelen 21 tot 27) zullen in werking treden op de door de Koning bepaalde datum. Wanneer zal dat zijn en hoe verloopt de fasering? Hoe zal het verzelfstandigd beheer van de rechterlijke organisatie in werking kunnen treden als men geen vat heeft op de beheersovereenkomsten en beheersplannen bedoeld in de artikelen 21 tot 27?

De heer Courtois onderstreept dat de magistratuur reeds lang op die nieuwe organisatie wachtte. Het lid heeft evenwel vragen in verband met de logistiek die in de bevoegdheden is opgenomen. Het belangrijkste logistieke aspect behelst de gebouwen. De gebouwen worden echter niet vermeld onder het woord «logistiek». Het lid pleit er al lang voor dat het beheer van

destinés à assurer l'ordre judiciaire soit retirée à la Régie des bâtiments pour être confiée éventuellement au ministère de la Justice ou à un secrétariat d'État chargé des bâtiments de l'ordre judiciaire et des prisons. On peut difficilement jouer son rôle de patron si l'on ne maîtrise pas, en plus de la gestion du personnel, la gestion des moyens immobiliers qui permettent d'accomplir ses tâches.

M. Anciaux a deux questions pour la ministre :

1. Comment réglera-t-on la composition paritaire du Collège des cours et tribunaux sur le plan linguistique (art. 11 du projet)? Cette question est capitale car «le Collège décide à la majorité des voix, dont au moins une voix dans chaque groupe linguistique. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante». La même question se pose pour le Collège du ministère public (art. 14 du projet). L'intervenant n'a aucune objection à la composition paritaire de ces organes, mais elle doit être garantie. Comment cela s'organisera-t-il en pratique ?

2. La compétence relative à la mesure de la charge de travail est transférée du Conseil supérieur de la Justice au Collège des cours et tribunaux ou au Collège du ministère public (art. 40 du projet). Tous les cinq ans, il faudra organiser la mesure de la charge de travail pour chaque type de juridiction ou parquet. Quelles dispositions prendra-t-on afin que cette mesure de la charge du travail se fasse de façon suffisamment objective et indépendante? Les membres des deux collèges doivent en effet s'auto-évaluer.

B. Réponse de la ministre de la Justice

En ce qui concerne la parité linguistique, la ministre souligne que l'équilibre linguistique est bien respecté. Il y a en effet 7 néerlandophones, 7 francophones et 1 germanophone au sein du Conseil des procureurs. Parmi les 7 néerlandophones, il y a 5 procureurs (Flandre orientale, Flandre occidentale, Limbourg, Anvers et Louvain), 1 représentant de Hal-Vilvorde et le procureur général adjoint de Bruxelles. Les 7 francophones sont les représentants des 7 arrondissements et le membre germanophone est le représentant d'Eupen.

Pour ce qui est du coût, la ministre précise qu'un budget de 2 800 000 euros est prévu pour 2014. Il est destiné à la mise en place des services d'appui et des collèges du ministère public et du siège.

Un site a été proposé et la concertation avec la Régie des bâtiments aura lieu sous peu.

de gebouwen die het bestaan van de rechterlijke orde moeten verzekeren, wordt weggehaald bij de Regie der Gebouwen, om eventueel bij het ministerie van Justitie of bij een staatssecretariaat belast met de gebouwen van de rechterlijke orde en de gevangenen te worden ondergebracht. Men kan moeilijk zijn rol van werkgever spelen wanneer men, behalve over het personeelsbeheer, geen controle heeft over het beheer van het vastgoed dat nodig is om zijn taken te vervullen.

De heer Anciaux legt de minister twee vragen voor :

1. Hoe zal de taalkundig paritaire samenstelling van het College van de hoven en rechtbanken er precies uitzien (art. 11 van het ontwerp)? Die vraag is van belang omdat «het College bij meerderheid van stemmen beslist, waaronder minstens één stem in elke taalgroep. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.». Dezelfde vraag geldt voor het College van het openbaar ministerie (art. 14 van het ontwerp). Spreker heeft geen problemen met de paritaire samenstelling van die organen, maar ze moet wel gewaarborgd zijn. Hoe zal dat in de praktijk worden geregeld?

2. De bevoegdheid inzake werklastmeting wordt overgeheveld van de Hoge Raad voor de Justitie naar het College van de hoven en rechtbanken of het College van het openbaar ministerie (art. 40 van het ontwerp). De werklastmetingen zullen om de vijf jaar worden gehouden voor elk type rechtscollege of parket. Welke maatregelen zullen er worden genomen opdat die werklastmeting voldoende objectief en onafhankelijk zal verlopen? De leden van de twee colleges moeten immers zichzelf beoordelen.

B. Antwoord van de minister van Justitie

Met betrekking tot de taalkundige pariteit, stipt de minister aan dat het taalevenwicht wel degelijk is gerespecteerd: binnen de Raad van de procureurs zijn er 7 Nederlandstaligen, 7 Franstaligen en 1 Duitstalige. De 7 Nederlandstaligen zijn de 5 procureurs (Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, Limburg, Antwerpen en Leuven), 1 vertegenwoordiger uit Halle-Vilvoorde en de adjunct-procureur-generaal van Brussel. De 7 Franstaligen zijn de vertegenwoordigers van de 7 gekende arrondissementen en de Duitstalige vertegenwoordigt Eupen.

Wat betreft de kostprijs verduidelijkt de minister dat voor 2014 een budget is voorzien van 2 800 000 euro voor de opstart van de steundiensten en colleges van het openbaar ministerie en van de zetel.

Er is een locatie voorgesteld en dit wordt eerstdaags afgestemd met de regie der gebouwen

La fonction d'audit prévue n'a nullement pour objectif d'interférer avec le Conseil supérieur de la justice. Il s'agit en effet d'une fonction d'audit portant sur les instruments de gestion, et donc pas sur le fonctionnement de la justice. L'indépendance de la Justice est donc garantie. La fonction d'audit peut, par exemple, concerner l'affectation des moyens et la manière dont les plans de gestion et de politique sont mis en place à temps. Des concertations ont d'ailleurs été menées à ce sujet avec le Conseil supérieur de la justice, et ce dernier sait pertinemment que sa fonction d'audit ne sera pas compromise. La création d'un organe indépendant au sein du Parlement, à savoir le Conseil supérieur, cerbère de la Justice, était par ailleurs un choix réfléchi qui n'est pas remis en cause.

On a, à plusieurs reprises, fait référence aux observations du Conseil supérieur de la justice.

Selon une première observation, l'influence du pouvoir exécutif sur le pouvoir judiciaire augmente. La ministre estime, au contraire, que l'indépendance de la Justice est justement renforcée. Actuellement, l'administration, qui dépend totalement du ministre de la justice, décide de l'achat du matériel logistique et informatique, des bureaux et de la répartition des moyens nécessaires à cet effet. C'est en transférant, à terme, ces compétences aux Collèges que l'on renforcera l'indépendance. Au sein des organisations judiciaires, que ce soit le siège ou le ministère public, chacun pourra disposer de ses moyens logistiques. La déconcentration par arrondissement judiciaire mène trop souvent à un arriéré; l'intervenante fait par exemple référence à la problématique de l'informatisation. Si l'on veut informatiser, il est préférable de s'exprimer par l'intermédiaire de personnes qui peuvent décider pour l'ensemble de l'organisation judiciaire. Après une procédure de délibération interne, le collègue du siège pourra s'adresser au ministre pour lui communiquer son choix de logiciel. C'est parce que le ministère public a un collègue des procureurs généraux que les TIC sont aujourd'hui à un stade plus avancé au ministère public qu'au siège. Il y a un point de contact lorsque des choix doivent être opérés.

À l'avenir, on fonctionnera à différents niveaux, à savoir celui du ministre, celui des collèges et celui des arrondissements.

Tous les contrats de gestion seront et devront être soumis au Parlement et seront contrôlés par la Cour des comptes. En outre, la commission de la Justice peut décider en toute autonomie d'organiser des auditions pour chaque plan de gestion, par exemple avec les premiers présidents ou avec les procureurs généraux. La transparence sera donc totale, même au Parlement.

Het is absoluut niet de bedoeling dat de voorziene auditfunctie interfereert met de Hoge Raad voor de Justitie. Het gaat immers om een auditfunctie die betrekking heeft op de beheersinstrumenten, en dus niet op de werking van justitie. De onafhankelijkheid van Justitie blijft dus gewaarborgd. De auditfunctie kan bijvoorbeeld gaan over welke manier de middelen worden besteed, op welke manier beheers- en beleidsplannen tijdig worden gemaakt. Hierover is trouwens overleg gepleegd met de Hoge Raad voor de Justitie, die goed weet dat zijn auditfunctie hierdoor niet wordt ondermijnd. De oprichting van een onafhankelijk orgaan, in de schoot van het Parlement, met name de Hoge Raad, die de waakhond is van Justitie, was trouwens een bewuste keuze en hier wordt geen afbreuk aan gedaan.

Er werd meermaals verwezen naar de opmerkingen van de Hoge Raad voor Justitie.

Zo stelt een eerste opmerking dat de invloed van de uitvoerende macht op de rechterlijke macht toeneemt. De minister meent dat het omgekeerde waar is en dat de onafhankelijkheid van Justitie juist wordt versterkt. Op dit ogenblik beslist de administratie, die volledig afhangt van de minister van Justitie, over de aankoop van logistiek, van bureaus en van informatica, en over de daartoe nodige verdeling van de middelen. Door deze bevoegdheden op termijn aan de Colleges over te dragen, zal men de onafhankelijkheid versterken. Binnen de rechterlijke organisatie, hetzij de zetel, hetzij het openbaar ministerie, zal men zelf over zijn logistieke middelen kunnen beschikken. Deconcentratie per gerechtelijk arrondissement leidt al te vaak tot achterstand; spreekster verwijst bijvoorbeeld naar de problematiek van de informatisering. Als men wil informatiseren, spreekt men best bij monde van personen die voor de hele rechterlijke organisatie kunnen beslissen. Via een intern beraadslagingsproces zal het College van de zetel naar de minister kunnen stappen om de keuze van het informaticaprogramma kenbaar te maken. Dat het openbaar ministerie een College van procureurs-generaal heeft is de reden dat ICT vandaag verder is gevorderd bij het openbaar ministerie dan bij de zetel. Er is dan een aanspreekpunt als er keuzes dienen te worden gemaakt.

Men zal in de toekomst als het ware fungeren op verschillende niveaus, namelijk de minister, de Colleges en de arrondissementen.

Alle beheersovereenkomsten zullen en moeten worden voorgelegd aan het Parlement en zullen onder controle staan van het Rekenhof. Voor elk beheersplan is er bovendien de autonomie van de commissie voor de Justitie om hoorzittingen te organiseren, bijvoorbeeld met de eerste voorzitters of de procureurs-generaal. Er zal dus volledige transparantie zijn, ook naar het Parlement toe.

Selon l'intervenante, une indépendance totale n'est possible que si on ajoute un contrôle parlementaire à la relation entre le ministre de la Justice et le pouvoir judiciaire. Les trois pouvoirs seront alors équilibrés.

Les collègues recevront un important pouvoir et endosseront surtout de grandes responsabilités. L'intervenante est convaincue qu'il est préférable de donner des responsabilités aux personnes qui sont en mesure de les prendre, à savoir celles actives sur le terrain. Elles détermineront la façon dont elles s'organiseront. La mobilité constitue un élément important à cet égard.

En effet, il faut encore régler bien des choses par arrêté royal. Il s'agit bien d'arrêtés royaux adoptés au Conseil des ministres, ce qui garantit l'équilibre et la stabilité de la société démocratique.

L'administration aura un rôle dévolutif. À terme, le personnel TIC diminuera. Il faudra mettre du personnel à disposition des services d'appui des deux collèges si on leur donne plus de pouvoir et de responsabilités.

M. Mahoux demande si l'administration aura encore une mission, par exemple une mission de contrôle.

Il existe à ce sujet une différence entre le terme « autonomie » et le terme « décentralisation ».

L'autonomie semble indiquer qu'il n'y a plus de relation entre l'administration de la Justice et l'organisation judiciaire en ce qui concerne l'organisation de la gestion.

Mme Faes s'étonne un peu de la réponse de la ministre à propos des arrêtés royaux à prendre. En effet, il n'est pas question ici de respect d'équilibres, mais du respect du principe de la séparation des pouvoirs.

La ministre estime que l'indépendance est plus que jamais renforcée. À cet égard, il est nécessaire de garantir certains équilibres. En accordant cette autonomie, on renforce l'indépendance de la Justice, même si un contrôle pourra évidemment être exercé par le biais d'un éventuel débat public.

Si les tâches TIC sont reprises intégralement par les services d'appui, le Service public fédéral Justice n'aura plus aucun rôle. Néanmoins, certaines choses seront encore traitées de manière conjointe et en concertation avec les administrations, notamment en ce qui concerne la gestion des bâtiments, par exemple.

M. Courtois fait remarquer que l'autonomie comporte trois aspects, notamment l'autonomie sur le plan du personnel, des moyens et de la logistique.

Volgens spreekster is volledige onafhankelijkheid slechts mogelijk als er niet alleen een relatie is tussen de minister van Justitie en de rechterlijke macht, maar ook een parlementaire controle. Dan staan de 3 machten met elkaar in evenwicht.

De Colleges zullen een grote macht krijgen en vooral een grote verantwoordelijkheid dragen. Spreekster is ervan overtuigd dat men de verantwoordelijkheid best legt bij de mensen die ze ook kunnen nemen, namelijk de mensen op het terrein. zij zullen bepalen op welke manier zij zich zullen organiseren. Daarbij is de mobiliteit een belangrijk element.

Er moet inderdaad nog heel wat worden geregeld bij koninklijk besluit. Het gaat wel om koninklijke besluiten overlegd in Ministerraad, wat toch een garantie geeft voor evenwicht en stabiliteit van de democratische samenleving.

De rol van de administratie zal devolutief zijn. Zo zal het ICT-personeel op termijn afnemen. Als men meer macht en verantwoordelijkheid geeft aan de steundiensten van beide colleges, zal er daarvoor personeel ter beschikking moeten worden gesteld.

De heer Mahoux vraagt of de administratie nog een taak heeft, bijvoorbeeld een controletaak.

Wat dat betreft, blijft er een verschil tussen het woord « autonomie » en het woord « decentralisering ».

Autonomie lijkt er op te wijzen dat er geen relatie meer is tussen de administratie Justitie en de rechterlijke organisatie met betrekking tot de organisatie van het beheer.

Mevrouw Faes is enigszins verbaasd over het antwoord van de minister met betrekking tot de te nemen koninklijke besluiten. Het gaat hier immers niet om het eerbiedigen van evenwichten, maar wel om het respect van het principe van de scheiding der machten.

De minister meent dat de onafhankelijkheid meer dan ooit wordt versterkt. Het garanderen van evenwichten is hierbij een noodzaak. Door de gegeven autonomie wordt de onafhankelijkheid van Justitie sterker. Er is uiteraard wel controle door een mogelijk publiek debat.

Indien de taken ICT volledig zijn overgenomen door de steundiensten, heeft de federale overheidsdienst Justitie geen rol meer. Wel zullen bepaalde zaken nog gemeenschappelijk en in samenspraak met de administraties worden behandeld, bijvoorbeeld wat het beheer van de gebouwen betreft.

De heer Courtois merkt op dat autonomie drie aspecten omvat, namelijk autonomie inzake het personeel, de middelen en de logistiek.

M. Mahoux demande s'il existe un organe de contrôle de la gestion. Qui contrôlera cette gestion décentralisée? Y-a-t- il une forme de tutelle?

La ministre répond que c'est au ministre qu'il appartient de négocier le budget et de conclure des accords avec les deux collèges. Les collèges répartiront ensuite les enveloppes entre les arrondissements. Il incombe aux collèges de vérifier si les arrondissements affectent les fonds de manière correcte. Il va de soi que la Cour des comptes est également compétente en la matière. Le ministre de la Justice et le ministre du Budget délèguent également un commissaire du gouvernement au sein des collèges.

À terme, le Service public fédéral n'aura donc plus aucun rôle à jouer, sauf dans les dossiers communs. L'on a clairement fait le choix d'une autonomie accrue.

M. Courtois demande ce qu'il adviendra en cas de vacance d'un poste de magistrat. L'autonomie en matière de personnel signifie-t-elle également que la procédure de nomination de magistrats sera transférée aux collèges?

La ministre répond qu'à l'heure actuelle, on se base sur une photographie de la situation existante. Les cadres actuels ont donc à nouveau été fixés dans la loi. À l'avenir, l'objectif sera d'évoluer plus sensiblement vers des enveloppes de personnel afin d'octroyer davantage d'autonomie pour pouvoir déterminer si des magistrats siégeant à tel endroit sont remplacés ou non, en fonction des besoins les plus urgents. C'est également l'objectif de la mesure de la charge de travail, qui sera renouvelée tous les 5 ans, avec fin 2015 comme première échéance. Les cadres seront donc plus évolutifs qu'ils ne le sont actuellement. À l'heure actuelle, ils sont fixes, alors qu'ils ne reflètent pas toujours la réalité du terrain. L'objectif à terme est de privilégier davantage d'enveloppes de personnel afin de pouvoir réagir de manière plus souple aux demandes de l'arrondissement judiciaire en désignant la personne à remplacer, à quel endroit et pour quelle instance.

M. Mahoux demande si ces tâches de management supplémentaires donneront également lieu à l'organisation de formations complémentaires pour les magistrats.

M. Courtois en déduit qu'à terme, les collèges désigneront eux-mêmes les magistrats.

La ministre répond que la sélection continuera bien entendu à relever de la compétence du Conseil supérieur de la Justice. Il est clair que l'objectif est que la procédure, encore aux mains du ministre de la Justice, soit transférée à terme aux collèges. Le but est que les collèges finissent par décider eux-mêmes

De heer Mahoux vraagt of er een orgaan bestaat voor de controle over het beheer. Wie zal dat gedecentraliseerd beheer controleren? Is er een vorm van toezicht?

De minister antwoordt dat het aan de minister toekomt over het budget te onderhandelen en akkoorden te sluiten met de beide Colleges. Nadien zullen de colleges de enveloppes verdelen onder de arrondissementen. Het komt aan de colleges toe te controleren of de arrondissementen de gelden op correcte wijze besteden. Uiteraard is ook het Rekenhof bevoegd. Ook zijn er in de Colleges een regeringscommissaris afgevaardigd van de minister van Justitie en van de minister begroting.

De federale overheidsdienst heeft dus op termijn geen rol meer te spelen, tenzij in gemeenschappelijke dossiers. Men heeft duidelijk gekozen voor meer autonomie.

De heer Courtois vraagt wat er gebeurt als er een vacante betrekking is als magistraat. Houdt de autonomie op het vlak van personeel ook in dat de procedure van benoeming van magistraten overgaat naar de Colleges?

De minister antwoordt dat op dit ogenblik wordt gewerkt met de foto van de bestaande situatie. De huidige kaders zijn dus opnieuw vastgelegd in de wet. In de toekomst is het de bedoeling sterker te evolueren naar personeelsenvelopes, zodat men meer autonomie verleent om te bepalen of magistraten op een bepaalde plaats al dan niet worden vervangen in functie van de meest urgente noden. Dat is ook het doel van de werklasmeting om de 5 jaar, met als eerste deadline eind 2015. De kaders zullen dus meer evolutief zijn dan nu het geval is. Nu liggen ze vast hoewel ze niet altijd de realiteit van het terrein weerspiegelen. De bedoeling is op termijn te gaan naar meer personeelsenvelopes om aldus binnen een gerechtelijk arrondissement flexibeler te kunnen inspelen op de vraag waar men vervangt, welke plaats en wie.

De heer Mahoux vraagt of deze bijkomende taken op het vlak van management ook aanleiding zullen geven tot bijkomende opleidingen voor de magistraten.

De heer Courtois leidt hieruit af dat de Colleges op termijn zullen beslissen over de benoeming van de magistraten.

De minister antwoordt dat de selectie uiteraard in handen blijft van de Hoge Raad voor de Justitie. Het is duidelijk de bedoeling dat de procedure, hoewel nu nog in handen van de minister van Justitie, naar de Colleges gaat. Het is de bedoeling uit te komen bij Colleges die beslissen wanneer vacatures worden open

quand des vacances d'emploi sont déclarées ouvertes. Ils fixeront également eux-mêmes les budgets TIC, avec l'aide de leurs services d'appui. Bien entendu, tout cela ne pourra pas se faire pour le 1^{er} avril 2014; l'évolution sera progressive. L'on recherche actuellement pour les services d'appui des profils de personnes possédant une expertise en comptabilité. L'objectif est qu'ils soutiennent les collèges dans l'amélioration de l'organisation et la prise de décisions politiques.

Un budget de 2 800 000 euros est prévu pour la création des collèges et pour garantir la présence d'une expertise suffisante au sein des services d'appui. La réforme avancera progressivement.

M. Courtois cite un autre exemple.

Le Collège décide de renforcer la structure des magistrats au tribunal de commerce, et de passer de 10 à 11 magistrats. Quelle est la procédure à suivre? Le Collège a-t-il un lien direct avec le Conseil Supérieur de la Justice?

Une autonomie implique que le collège gère le personnel, aussi bien le personnel administratif et les greffiers que les magistrats.

M. Delpérée répond qu'il s'agit d'opérations différentes. La première question est de savoir s'il faut ouvrir un poste supplémentaire. La deuxième question concerne la procédure de recrutement. La troisième question est de savoir qui fait la nomination définitive.

Le Roi nomme sur présentation du Conseil supérieur de la Justice avec une première délibération réalisée au niveau du Collège sur la question s'il faut ouvrir ou non un poste supplémentaire ou un poste de magistrat vacant.

M. Mahoux se réfère à un autre exemple. Dans un tribunal de commerce, un magistrat atteint l'âge de la pension. Appartient-il au Collège de décider de ne pas déclarer vacant ce poste et de plutôt en ouvrir un en première instance? Est-ce un pouvoir autonome du Collège? Il lui semble logique que la procédure de sélection continue à être assurée par le Conseil Supérieur et la procédure de nomination par la ministre de la Justice.

La ministre rappelle que l'on continue pour l'instant à travailler avec les cadres actuels pour ainsi assurer la stabilité. À terme, on recourra toutefois aux enveloppes de personnel, qui résultent, d'une part, de la concertation des collèges avec toutes les entités locales et les comités de direction des arrondissements, et de la répartition au sein de ceux-ci, et d'autre part, de la discussion avec la ministre au sujet de l'enveloppe budgétaire. Sur la base des moyens que la ministre lui a alloués et de la contribution de tous les comités de direction des arrondissements, le Collège prendra la décision finale d'ouvrir un poste supplémentaire de

verklaard. Zij zullen ook beslissen over de ICT budgetten, geholpen door hun steundiensten. Uiteraard kan dit niet allemaal verwezenlijkt worden tegen 1 april 2014 en moet dit geleidelijk gebeuren. Men is voor de steundiensten op zoek naar profielen van mensen die expertise hebben in accountancy. Het is de bedoeling dat zij de colleges ondersteunen in een betere organisatie en beleidsbeslissingen.

Een budget van 2 800 000 euro is bedoeld voor de oprichting van de Colleges en voor de aanwezigheid van voldoende expertise in de steundiensten. De hervorming zal geleidelijk gebeuren.

De heer Courtois haalt een ander voorbeeld aan.

Het College beslist de structuur te versterken in de rechtbank van koophandel en van 10 op 11 magistraten over te schakelen. Welke procedure moet men volgen? Heeft het college een rechtstreeks contact met de Hoge Raad voor de Justitie?

Autonomie impliceert dat het college het personeel, zowel het administratieve personeel als de griffiers en de magistraten, beheert.

De heer Delpérée antwoordt dat het om verschillende operaties gaat. De eerste vraag is of er een bijkomende betrekking open moet worden gesteld. De tweede vraag behelst de aanwervingsprocedure. De derde vraag is wie definitief benoemt.

De Koning benoemt op voordracht van de Hoge Raad voor de Justitie, met een eerste beraadslaging door het College over de vraag of er al dan niet een bijkomende betrekking open moet worden gesteld, dan wel of er een betrekking van magistratuur vacant moet worden verklaard.

De heer Mahoux geeft een ander voorbeeld. In een rechtbank van koophandel bereikt een magistratuur de pensioenleeftijd. Is het College bevoegd om die betrekking niet open te verklaren en in plaats daarvan er een open te stellen in eerste aanleg? Is dat een autonome bevoegdheid van het College? Het lijkt hem logisch dat de Hoge Raad verantwoordelijk blijft voor de selectieprocedure en de minister van Justitie voor de benoemingsprocedure.

De minister herhaalt dat men voorlopig blijft met de huidige kaders werken om aldus stabiliteit te geven. Op termijn zal men echter gaan werken met personeelsenveloppen, die enerzijds resulteren uit het overleg van de Colleges met alle lokale entiteiten en arrondissementele directiecomités en de verdeling daarbinnen, en anderzijds uit de discussie met de minister over de budgettaire enveloppe. Op basis van de middelen die hem zijn toegekend door de minister, en op basis van de *input* van alle arrondissementele directiecomités, zal het College de finale beslissing nemen waar een magistratuur bijkomt. De minister blijft

magistrat. La ministre continuera donc à signer les nominations, mais la décision politique sera prise par les collèges. C'est d'ailleurs un élément essentiel de l'autonomie. La question de savoir qui prend contact avec le Conseil supérieur pour la procédure de sélection relève d'une compétence administrative. Deux options sont envisageables: soit le Service public fédéral Justice continue à faire office de secrétariat social pour les deux collèges, soit ces derniers s'en occupent eux-mêmes.

À cet égard, les mesures de la charge de travail revêtent une grande importance, car elles permettent de déterminer objectivement quels tribunaux manquent de personnel et quels tribunaux en ont trop. Ces mesures devront être finalisées pour la fin 2015, et elles feront l'objet d'une évaluation tous les cinq ans.

Mme Van Hoof souligne que le cadre a toujours été défini par le pouvoir législatif. Peut-on, vu le principe de la séparation des pouvoirs, en laisser le soin au collège? Il faudrait examiner cette question d'un point de vue constitutionnel. Par ailleurs, l'objectivité est-elle respectée en la matière?

M. Anciaux se demande si la terminologie est correcte. Est-ce bien la compétence politique qui est attribuée aux collèges? La politique est évidemment définie par le pouvoir exécutif, qui conclut avec les collèges un contrat de gestion en vue de l'exécution de cette politique. Le Parlement doit pouvoir interroger le ministre sur la politique.

Mme Van Hoof estime qu'il faut également fixer les règles du jeu, faute de quoi le pouvoir législatif ne pourra exercer aucun contrôle.

Mme Faes se rallie à ce point de vue. Les modalités de négociation, de rédaction et d'adaptation du contrat de gestion devraient être fixées par le Roi. Il n'y a alors plus beaucoup de place pour l'autonomie.

L'intervenante renvoie à cet égard aux remarques du Conseil d'État, qui a émis la même objection.

Mme Khattabi est d'avis que cette discussion illustre sa remarque concernant le délitement des responsabilités. Les dispositions à l'examen conduisent à une ambiguïté et un flou sur le rôle et surtout sur les responsabilités qui incombent désormais aux uns et aux autres.

La ministre souligne que les cadres sont et resteront fixés par le Parlement, mais la question se pose de savoir à quel niveau ils seront fixés. Aujourd'hui, ces cadres sont fixés au niveau des 27 arrondissements judiciaires; à l'avenir, ils le seront au niveau des 12 arrondissements judiciaires, ce qui permettra une plus grande flexibilité. Théoriquement, on devrait même

dus de benoemeningen tekenen, maar de beleidsbeslissing zal naar de Colleges gaan. Dat is trouwens een essentieel element van de autonomie. Wie contact opneemt met de Hoge Raad voor de selectieprocedure, is een administratieve aangelegenheid. Er zijn dan twee opties mogelijk; ofwel blijft de federale overheidsdienst Justitie het sociaal secretariaat voor beide Colleges, ofwel doen zij het zelf.

In dat opzicht zijn de werklasmetingen zo belangrijk; zij geven immers een objectieve basis om uit te maken welke rechtbank nood heeft aan personeel en welke rechtbank een teveel heeft aan personeel. Eind 2015 moeten ze klaar zijn, en om de vijf jaar moet er een evaluatie plaatsvinden.

Mevrouw Van Hoof wijst erop dat het kader steeds door de wetgevende macht werd bepaald. Kan men dit, gelet op het principe van de scheiding der machten, overlaten aan het College? Dit zou grondwettelijk moeten worden getoetst. En gebeurt dit wel op een objectieve manier?

De heer Anciaux vraagt zich af of de woordkeuze klopt. Is het wel degelijk de beleidsbevoegdheid die bij de colleges komt? Het beleid wordt vanzelfsprekend bepaald door de uitvoerende macht, die een beheersovereenkomst maakt met de Colleges om het beleid uit te voeren. Het Parlement moet de minister kunnen ondervragen over het beleid.

Mevrouw Van Hoof meent dat ook de spelregels moeten worden vastgelegd. Zo niet is het onmogelijk voor de wetgevende macht om een controle uit te voeren.

Mevrouw Faes sluit zich hierbij aan. De wijze waarop de beheersovereenkomst wordt onderhandeld, neergelegd en aangepast, zou door de Koning moeten worden bepaald. Dan is er nog weinig sprake van autonomie.

Spreekster verwijst ter zake naar de opmerkingen van de Raad Van State die eenzelfde bedenking heeft gemaakt.

Mevrouw Khattabi meent dat deze discussie een voorbeeld is bij haar opmerking over de opdeling van de verantwoordelijkheid. Voorliggende bepalingen leiden tot dubbelzinnigheid en vaagheid over de rol en vooral over de verantwoordelijkheid die elkeen voortaan heeft.

De minister stipt aan dat de kaders bepaald worden door het Parlement en dat zal zo blijven, maar de vraag rijst op welk niveau de kaders worden bepaald. Nu zijn deze kaders bepaald op het niveau van de 27 gerechtelijke arrondissementen; in de toekomst zal dit op het niveau van de 12 gerechtelijke arrondissementen gebeuren, waardoor meer flexibiliteit mogelijk is.

pouvoir instaurer un cadre unique pour tout le pays. Il s'agit aussi de savoir à quel point on veut détailler les cadres. Actuellement, les tableaux des cadres sont extrêmement détaillés. Si on les détaillait moins, on aurait davantage de possibilités, sans toutefois porter atteinte à la compétence du pouvoir législatif. En tout cas, les cadres seront toujours ancrés légalement.

On donne plus d'autonomie, mais il faut aussi toujours justifier les décisions par des plans et des contrats de gestion. Le Parlement a aussi la possibilité d'organiser des auditions en vue de savoir comment mettre en œuvre ces plans et contrats.

Mme Van Hoof renvoie à l'article 151, § 4, de la Constitution. Cet article prévoit que la nomination est définie par la loi et qu'elle se fait évidemment aux conditions prévues par le Roi. L'intervenante maintient que le Parlement ne peut déterminer si les contrats sont bien mis en œuvre, étant donné qu'il ne connaît pas les règles du jeu.

La ministre de la Justice estime qu'il n'en va pas autrement aujourd'hui. Cet article prévoit on outre une mesure de la charge de travail. Le but est d'adapter les cadres à cette mesure. Le législateur reste compétent pour fixer les cadres. On ne fait que donner plus d'autonomie en définissant les cadres à un autre niveau et de façon moins détaillée. Les règles contenues dans la Constitution sont bien respectées.

M. Courtois conclut que le collège peut décider qu'un magistrat supplémentaire doit rejoindre l'un ou l'autre arrondissement, dans les limites des moyens impartis. La procédure sera alors engagée par le biais du Conseil supérieur de la Justice et la nomination sera signée par le ministre.

M. Laeremans estime que l'autonomie permettant le transfert de magistrats d'un tribunal à l'autre reste limitée. Les tribunaux de commerce et les tribunaux du travail disposent de comités de direction distincts, par ressort. Le tribunal de première instance sera donc à nouveau organisé par province. Comment renforcer la flexibilité des comités de direction si l'on tient compte dès à présent des nouveaux arrondissements et ressorts et si ceux-ci sont déjà clairement délimités dans la loi sur la réforme des arrondissements ?

La ministre de la Justice renvoie aux articles 45 et 40.

L'article 45 prévoit qu'au plus tard le 31 décembre 2015, les résultats de la première mesure de la charge de travail donneront lieu à une évaluation visant à répartir les cadres entre les entités judiciaires de manière plus objective. La mesure de la charge de travail est renouvelée tous les cinq ans, conformément à l'article 352*bis* du Code judiciaire.

Men zou theoretisch zelfs één kader kunnen maken voor het ganse land. De vraag is ook hoe gedetailleerd men de kaders wil maken. Nu zijn de tabellen van de kaders zeer sterk gedetailleerd. Minder detail geeft meer mogelijkheden. Dit doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van de wetgevende macht. Er zal in elk geval steeds een wettelijke verankering zijn van de kaders.

Men geeft meer autonomie, maar er moet ook wel verantwoording worden afgelegd via de beheersplannen en -overeenkomsten. Het Parlement heeft ook de mogelijkheid om hoorzittingen te organiseren over hoe invulling wordt gegeven aan deze plannen en overeenkomsten.

Mevrouw Van Hoof verwijst naar artikel 151, § 4 van de grondwet. Daar is ingeschreven dat de benoeming bij wet wordt bepaald, uiteraard onder de voorwaarden die door de Koning zijn bepaald. Spreekster blijft erbij dat het Parlement niet kan bepalen of de overeenkomsten goed zijn ingevuld, aangezien het door de spelregels niet kent.

De minister van Justitie meent dat het nu niet anders is. Bovendien is er een werklastmeting ingeschreven. Het is de bedoeling de kaders daaraan aan te passen. De wetgever behoudt zijn bevoegdheid inzake bepalen van de kaders. Men geeft enkel meer autonomie door de kaders op een ander niveau en minder gedetailleerd te bepalen. De regels van de Grondwet worden wel degelijk nageleefd.

De heer Courtois besluit dat het College kan bepalen dat er een bijkomende magistratuur in één of ander arrondissement moet komen, binnen de toebedeelde middelen. Dan zal de procedure via de HRJ worden ingeleid en de benoeming wordt door de minister ondertekend.

De heer Laeremans meent dat de autonomie om magistraten te verschuiven van de ene naar de andere rechtbank beperkt blijft. De rechtbanken van koophandel en de arbeidsrechtbanken hebben afzonderlijke directiecomités, per ressort. De rechtbank van eerste aanleg wordt dan weer per provincie georganiseerd. Hoe kan men dan meer flexibiliteit geven aan de directiecomités als nu al met de nieuwe arrondissementen en ressorten rekening is gehouden en dat in de wet op de hervorming van de arrondissementen reeds duidelijk is afgelijnd.

De minister van Justitie verwijst naar de artikelen 45 en 40.

Artikel 45 bepaalt de resultaten van de eerste werklastmeting ten laatste op 31 december 2015 aanleiding zullen geven tot een evaluatie met het oog op een objectievere verdeling van de kaders onder de gerechtelijke entiteiten. Deze werklastmeting wordt vijfjaarlijks herhaald overeenkomstig artikel 352*bis* van het Gerechtelijk Wetboek.

On s'est évidemment basé sur un « instantané » des cadres existants, puisqu'on doit tout de même disposer d'une base scientifique pour modifier et réajuster les cadres. La même méthode de travail a été utilisée dans le cadre de la réforme des polices.

L'article 40, 2^o, prévoit donc que l'article 352*bis* du Code judiciaire est complété par ce qui suit: « La mesure de la charge de travail se calcule sur la base des normes de temps nationales pour chaque catégorie de juridiction et parquet ».

La mesure de la charge de travail est organisée tous les cinq ans pour chaque type de juridiction ou parquet ».

Il est important de garantir la sécurité juridique. En l'état actuel des choses, on peut difficilement atteindre une autonomie totale sans fixer les cadres sur une base scientifique et sans avoir déjà créé les collèges et les services d'appui. Il est donc logique de se baser sur une « photo » des cadres actuels. On aura davantage de flexibilité et d'autonomie à l'avenir.

M. Courtois demande ce qu'on entend au juste par « normes de temps nationales pour chaque catégorie de juridiction et de parquet ».

La ministre répond qu'on ne peut travailler avec des normes différentes selon les arrondissements judiciaires. On a donc prévu des normes standard qui servent de référence pour l'ensemble du pays.

En ce qui concerne l'article 45, M. Mahoux renvoie au rapport de la Chambre (doc. Chambre, n^o 53-3068/4, p. 60), où l'on peut lire que cet article dispose notamment que le gouvernement évaluera les résultats de la mesure de la charge de travail et redistribuera les cadres en fonction de ces résultats. L'intervenant souligne que les cadres sont fixés par le Parlement.

La ministre est d'accord sur ce point.

En ce qui concerne les bâtiments, l'intervenante estime également que la compétence relative aux bâtiments dans lesquels la Justice — par exemple l'ordre judiciaire — est installée devrait être intégralement attribuée au ministre de la Justice. Lors de la dernière confection du budget, un transfert de plusieurs millions d'euros a déjà été prévu pour les travaux mineurs. Depuis 2014, la Justice peut prendre des décisions au sujet des travaux mineurs, comme le remplacement d'une caméra dans une prison. On avance donc, lentement mais sûrement, dans cette direction.

M. Courtois estime qu'une autonomie en matière de bâtiments permettrait d'éviter des problèmes tels que celui du Campus Poelaert.

Uiteraard is men uitgegaan van een foto van de bestaande kaders. Er moet toch een wetenschappelijke basis bestaan om de kaders te veranderen en te heroriënteren. Eenzelfde werkwijze werd toegepast voor de politiehervorming.

Artikel 40, 2 bepaalt dan dat artikel 352*bis* van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld met wat volgt: « De werklastmeting gebeurt op basis van nationale normtijden voor elke categorie van rechtscollege en parket ».

De werklastmeting wordt om de vijf jaar gehouden voor elk type rechtscollege of parket. »

Rechtszekerheid is belangrijk. Men kan in de huidige stand van zaken moeilijk tot een volledige autonomie komen, zonder dat de kaders op een wetenschappelijke basis zijn vastgelegd en zonder dat de Colleges en de steundiensten reeds zijn opgericht. Het is dan ook logisch dat werd uitgegaan van een foto van de huidige kaders. In de toekomst zal er meer flexibiliteit zijn en meer autonomie.

De heer Courtois vraagt wat men juist verstaat onder « nationale normtijden voor elke categorie van rechtscollege en parket ».

De minister antwoordt dat men niet kan werken met verschillende normen per gerechtelijk arrondissement. Men heeft standaardnormen die gelden als toetssteen voor het hele land.

De heer Mahoux verwijst naar het verslag van de Kamer met betrekking tot artikel 45 (stuk Kamer, nr. 53-3068/4, blz. 60) waar men stelt dat dit artikel onder meer bepaalt dat de regering de resultaten van de werklastmetingen zal evalueren en de kaders herverdelen in functie van die resultaten. Spreker wijst erop dat de kaders worden vastgelegd door het parlement.

De minister gaat hiermee akkoord.

In verband met de gebouwen, vindt spreekster eveneens dat de bevoegdheid met betrekking tot de gebouwen waarin Justitie, bijvoorbeeld de rechterlijke orde, is gehuisvest, best volledig bij de minister van Justitie zou liggen. Bij de laatste begrotingsopmaak werd reeds een transfer van enkele miljoenen euro's gedaan voor de kleinere werken. Sedert 2014, kan Justitie beslissen over de kleinere werken, waaronder bijvoorbeeld het vervangen van een camera in een gevangenis. Men werkt dus langzaam maar zeker in die richting.

De heer Courtois meent dat een autonomie inzake gebouwen problemen als met de Campus Poelaert kan vermijden.

Mme Faes déduit des interventions de la ministre que celle-ci estime qu'en ce qui concerne la délégation, le projet à l'examen ne viole pas le principe de légalité. Elle renvoie à cet égard aux remarques formulées par le Conseil d'État.

La ministre répond qu'à la suite des observations du Conseil d'État, des adaptations ont été apportées en vue de clarifier la notion de gestion commune. Cela doit être défini concrètement en concertation avec les collègues et le Service public fédéral. La loi définit la notion de « plans » et de « contrats de gestion ». La gestion financière est définie par la loi et non par arrêté royal. Il est en outre prévu que l'audit consiste en un contrôle purement interne des instruments de gestion.

Mme Faes renvoie aux remarques du Conseil supérieur de la Justice, qui ont été formulées après les adaptations.

Mme Van Hoof s'interroge sur le cas de figure dans lequel plusieurs comités de direction coexistent dans un même bâtiment. Comment vivent-ils cette « cohabitation » ?

La ministre répond que les affaires communes feront l'objet d'une concertation. La gestion du bâtiment fera l'objet d'une concertation si le ministère public et le siège sont présents dans un seul et même bâtiment. L'intervenante se réfère à l'article 19, alinéa 6.

En ce qui concerne la nomination de magistrats supplémentaires, la ministre conclut que le Parlement conserve bel et bien un rôle dans la fixation du cadre et plus précisément dans la détermination des enveloppes de personnel.

Dans le budget, un article prévoit les dépenses en matière de personnel, tant pour la magistrature que pour le personnel judiciaire.

Le législateur approuve le budget et intervient donc.

En cas de besoin d'un magistrat supplémentaire dans l'enveloppe budgétaire allouée, la place peut être déclarée ouverte. La sélection se fait alors par le Conseil supérieur de la Justice.

Si le budget ne permet pas l'arrivée d'un magistrat supplémentaire, un supplément au budget du personnel sera négocié, ou on examinera quel arrondissement compte trop de magistrats. L'accroissement d'échelle permet de combler une vacance de moins dans un siège déterminé et de transférer ce magistrat vers un autre siège au sein de l'arrondissement.

Mme Van Hoof trouve toujours que cette manière de faire est pour le moins singulière. C'est en réalité le

Mevrouw Faes kan uit de tussenkomsten van de minister opmaken dat zij van mening is dat voorliggend ontwerp met betrekking tot de delegatie het legaliteitsbeginsel niet schendt. Zij verwijst ter zake naar de opmerkingen van de Raad van State.

De minister antwoordt dat er naar aanleiding van de opmerkingen van de Raad van State wel aanpassingen werden gedaan om het begrip gezamenlijk beheer te verduidelijken. Dit moet concreet worden vastgelegd in overleg met de Colleges en de federale overheidsdienst. In de wet is bepaald wat beheersplannen en -overeenkomsten inhouden. Het financieel beheer wordt vastgelegd bij wet en niet bij koninklijk besluit. Verder wordt bepaald dat de audit een louter interne controle is van de beheersinstrumenten.

Mevrouw Faes verwijst naar de opmerkingen van de Hoge Raad voor de Justitie die na de aanpassingen werden gemaakt.

Mevrouw Van Hoof vraagt naar de situatie waarbij verschillende directiecomités bestaan in eenzelfde gebouw. Hoe verhouden deze zich dan ten opzichte van elkaar ?

De minister antwoordt dat er overleg zal zijn over de gemeenschappelijke zaken. Als openbaar ministerie en zetel in eenzelfde gebouw zitten, zal er overleg zijn over het beheer van het gebouw. Spreekster verwijst naar artikel 19, zesde lid.

Wat de benoeming van bijkomende magistraten betreft, besluit de minister dat er wel degelijk een rol behouden blijft voor het parlement in het bepalen van het kader en meer bepaald bij het bepalen van de personeelsenveloppen.

In de begroting is er immers een artikel opgenomen over de personeelsuitgaven, zowel voor de magistratuur als voor het gerechtspersoneel.

De wetgever keurt de begroting goed en komt aldus tussen.

Indien er nood is aan een bijkomende magistratuur binnen de toegekende budgettaire enveloppe, kan de plaats worden open verklaard. De selectie gebeurt dan door de HRJ.

Indien er onvoldoende budget is voor een bijkomende magistratuur, zal worden onderhandeld over extra personeelsbudget. Hetzij zal men nagaan in welk arrondissement er te veel magistraten zijn. De schaalvergroting maakt het mogelijk 1 plaats minder in te vullen op een bepaalde plaats en deze magistratuur te verschuiven naar een andere plaats binnen het arrondissement.

Mevrouw Van Hoof blijft dit een eigenaardige gang van zaken vinden. Het is eigenlijk de regering, binnen

gouvernement, dans les négociations avec les collègues, qui détermine le budget mis à disposition.

La ministre confirme que les deux collèges examinent, en concertation avec les arrondissements judiciaires, quel est le cadre nécessaire. Ils négocient alors avec la ministre de la Justice, qui passe ensuite la main au gouvernement. Il appartient au Parlement d'approuver le budget final.

On gagnerait en flexibilité et en dynamique à transférer les magistrats au sein des arrondissements, avant de demander un budget supplémentaire.

La ministre renvoie également aux dispositions contraignantes sur la mesure de la charge de travail, qui ne permettent pas de demander si simplement du personnel supplémentaire. Elle se réfère aux articles 40 et 45, qui concernent les normes de temps nationales. Il y a donc une certaine logique dans ce système.

IV. DISCUSSION DES ARTICLES

Article 19

M. Laeremans évoque la composition du comité de direction. Une indemnisation est-elle octroyée? Si oui, dans quelle caisse est-elle prélevée? L'intervenant déduit également de la disposition qu'aucun manager n'est recruté, même dans les plus grands tribunaux.

La ministre confirme que cette mission fait effectivement partie des missions normales du magistrat visé et qu'elle n'engendre donc aucun surcoût ni moyen supplémentaire en termes de personnel. C'est au niveau des services d'appui des collègues que des coûts supplémentaires sont générés. Ces coûts seront, eux aussi, partiellement compensés par une réorganisation du Service public fédéral Justice. L'intervenante répète qu'un budget de 2,8 millions d'euros est prévu à cet effet.

M. Laeremans souligne qu'il est question depuis longtemps de doter le ministère public de services d'appui, mais que ce projet n'a jamais été concrétisé. À présent, ce service d'appui voit le jour. Comment le Collège des procureurs généraux est-il actuellement soutenu et comment cela se passera-t-il à l'avenir? A-t-on défini un organigramme?

La ministre répond qu'actuellement, il n'y a un Collège des procureurs généraux que pour la politique criminelle. Le futur Collège sera plus étendu, puisque des procureurs du Roi y siègeront également. En outre, la loi en projet institue aussi un Collège pour le siège.

de onderhandelingen met de Colleges, die bepaalt welke budget ter beschikking wordt gesteld.

De minister bevestigt dat de beide Colleges in samenspraak met de gerechtelijke arrondissementen bekijken wat het noodzakelijke kader is. Zij gaan dan daarover onderhandelen met de minister van Justitie, die dit doorgeeft op het niveau van de regering. Het komt het parlement toe de uiteindelijke begroting goed te keuren.

Men krijgt wel een grotere flexibiliteit en dynamiek om binnen de arrondissementen te verschuiven, alvorens men extra budget vraagt.

De minister verwijst ook naar de dwingende bepalingen over de werklasmeting, die niet toelaten zomaar extra personeel te vragen. Zij verwijst naar de artikelen 40 en 45 met betrekking tot de nationale normtijden. Aldus is er een zekere logica in het systeem.

IV. ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 19

De heer Laeremans verwijst naar de samenstelling van het directiecomité. Wordt er een vergoeding uitgekeerd? Zo ja, uit welke kas wordt deze betaald? Spreker leidt ook uit de bepaling af dat er geen managers worden aangeworven, ook niet binnen de grotere rechtbanken.

De minister bevestigt dat deze taak inderdaad tot het normale takenpakket van de bedoelde magistratuur behoort en dus geen meerkost of extra personeel met zich meebrengt. De meerkosten situeren zich op het vlak van de steundiensten bij de Colleges. Ook deze kost zal gedeeltelijk worden opgevangen door een reorganisatie binnen de federale overheidsdienst Justitie; spreekster herhaalt dat een budget van 2,8 miljoen euro is voorzien.

De heer Laeremans stipt aan dat er sedert lang sprake is van een steundiensten bij het openbaar ministerie. Hier werd echter nooit gevolg aan gegeven. Nu komt deze steundienst er wel; op welke wijze wordt het College van procureurs-generaal momenteel ondersteund en hoe zal dit in de toekomst gebeuren? Is er een organogram bepaald?

De minister antwoordt dat er momenteel enkel een College is van procureurs-generaal met betrekking tot het strafrechtelijk beleid. Het toekomstige college zal uitgebreider zijn, aangezien er ook procureurs des Konings deelnemen. Deze wet richt bovendien ook een College op voor de zetel.

Le secrétariat du Collège des procureurs généraux avait déjà été renforcé en 2013. Aujourd'hui, le Collège des procureurs généraux fonctionne avec 15 analystes statistiques, dont plusieurs universitaires présentant divers profils. Il y a également un secrétariat restreint pour le soutien administratif; ce secrétariat compte actuellement 25 personnes.

Il y aura donc désormais deux collèges, chacun dirigé par un directeur. Par ailleurs, chaque collège disposera de 4 comptables et de 4 fonctions d'audit, qui viendront s'ajouter aux effectifs déjà présents. Il est essentiel que les services d'appui puissent commencer à travailler de façon effective. Le coût de cette mesure se stabilisera plus tard grâce aux départs naturels au Service public fédéral Justice.

Des négociations sont en cours avec la Régie des bâtiments concernant les sites du Collège du siège. L'objectif est de créer une nouvelle dynamique avec un véritable service d'appui.

M. Courtois demande si le Bureau permanent pour la mesure de la charge de travail fonctionne toujours.

La ministre répond par l'affirmative. On est déjà en possession de rapports pour les tribunaux du travail et les cours d'appel. Les rapports pour le tribunal de première instance devraient être disponibles pour la fin de l'année. Les justices de paix devront, quant à elles, encore patienter.

Les mesures proposées sont basées sur ces rapports.

Article 24

M. Laeremans demande si à terme, l'objectif est de transférer tous les moyens qui sont affectés au pouvoir judiciaire, en ce compris la rémunération des magistrats, les frais de fonctionnement et le loyer des bâtiments, par exemple. Dans quelle mesure le Service public fédéral Justice dispose-t-il d'un droit de regard ou d'un pouvoir de décision en la matière ?

La ministre répond que l'objectif est en effet de tout transférer à terme, y compris la gestion du personnel.

Articles 40-45

M. Laeremans demande ce qu'on entend exactement par «normes de temps nationales».

La ministre estime qu'il est important d'inscrire ce principe explicitement dans la loi, afin d'éviter que les normes de temps soient différentes d'un arrondissement à l'autre. L'objectif est de prévoir les mêmes normes de temps pour tous les arrondissements, qu'il

In 2013 werd er reeds een versterking verricht van het secretariaat van het College van procureurs-generaal. Het College van procureurs-generaal werkt momenteel met 15 statistische analisten, waaronder een aantal universitaires met verschillende profielen. Er is ook een beperkt secretariaat voor de administratieve ondersteuning. Er werken momenteel een 25 tal mensen.

Er zullen dus voortaan twee Colleges zijn, met elk een directeur. Verder zullen er bij ieder College 4 boekhouders zijn, en 4 auditfuncties, en dit boven wat er nu is. Het is belangrijk dat de steundiensten effectief kunnen beginnen werken. Het kostenplaatje zal zich later trouwens stabiliseren door de afvloeiingen in de federale overheidsdienst Justitie.

Er zijn momenteel onderhandelingen bezig over de locaties van het College van de zetel met de regie der gebouwen. De bedoeling is een nieuwe dynamiek te creëren met een echte steundienst.

De heer Courtois vraagt of het Vast Bureau voor werklastmeting nog functioneert.

De minister antwoordt bevestigend. Men is reeds in het bezit van rapporten voor de arbeidsrechtbanken en de hoven van beroep. De rapporten voor de rechtbank van eerste aanleg volgen, in principe voor het einde van dit jaar. De vrederechten daarentegen zullen nog enige tijd in beslag nemen.

Men gaat uit van deze rapporten bij de voorgestelde maatregelen.

Artikel 24

De heer Laeremans vraagt of het de bedoeling is op termijn alle middelen die naar de rechterlijke macht gaan, met inbegrip van bijvoorbeeld de verloning van magistraten, van werkingskosten en huur van gebouwen over te dragen? In welke mate heeft de federale overheidsdienst Justitie daar zicht op of beslissingsmacht over?

De minister antwoordt dat het inderdaad de bedoeling is op termijn alles over te dragen, ook personeelsbeheer.

Artikel 40-45

De heer Laeremans vraagt wat men juist bedoelt met nationale normtijden?

De minister vindt het belangrijk dit principe expliciet reeds in de wet in te schrijven, om te vermijden dat er verschillende normtijden zouden bestaan voor de verschillende arrondissementen. Het is de bedoeling dezelfde normtijden in te schrijven

s'agisse d'une région urbaine ou rurale, d'une région bilingue ou non ou encore d'une région accueillant ou non des entreprises sur son territoire. Il s'agit bien de définir d'autres normes de temps pour le siège et pour le ministère public.

On a déjà défini les normes de temps pour les tribunaux du travail et les tribunaux de première instance, mais pas encore pour les cours d'appel.

V. VOTES

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

Les articles 2 à 6 sont adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

L'article 7 est adopté par 8 voix contre 2.

Les articles 8 à 10 sont adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

L'article 11 est adopté par 8 voix contre 2.

Les articles 12 à 18 sont adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

Les articles 19 et 20 sont adoptés par 8 voix contre 2.

Les articles 21 et 22 sont adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

Les articles 23 et 24 sont adoptés par 8 voix contre 2.

Les articles 25 et 26 sont adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

L'article 27 est adopté par 8 voix contre 2.

Les articles 28 à 45 sont adoptés par 8 voix et 2 abstentions.

VI. VOTE FINAL

L'ensemble du projet de loi est adopté par 8 voix contre 2.

Le présent rapport a été approuvé par 10 voix et 1 abstention.

*
* *

voor alle arrondissementen, of het nu gaat om een hoofdstedelijk of een landelijk gebied, of om een al dan niet tweetalig gebied of om een gebied waar al dan niet bedrijven zijn gevestigd. Het is wel de bedoeling andere normtijden te formuleren voor zetel en openbaar ministerie.

Wat betreft de arbeidsrechtbanken en de rechtbanken van eerste aanleg zijn ze reeds vastgelegd; voor de hoven van beroep moeten ze nog worden geformuleerd.

V. STEMMINGEN

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

De artikelen 2 tot 6 worden aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 7 wordt aangenomen met 8 tegen 2 stemmen

De artikelen 8 tot 10 worden aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 11 wordt aangenomen met 8 tegen 2 stemmen.

De artikelen 12 tot 18 worden aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

De artikelen 19 en 20 worden aangenomen met 8 tegen 2 stemmen.

De artikelen 21 en 22 worden aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

De artikelen 23 en 24 worden aangenomen met 8 tegen 2 stemmen.

De artikelen 25 en 26 worden aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 27 wordt aangenomen met 8 tegen 2 stemmen.

De artikelen 28 tot 45 worden aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

VI. EINDSTEMMING

Het wetsontwerp in zijn geheel wordt aangenomen met 8 tegen 2 stemmen.

Dit verslag wordt goedgekeurd met 10 stemmen bij 1 onthouding.

*
* *

Les rapporteurs,
Hassan BOUSETTA.
Inge FAES

Le président,
Alain COURTOIS.

De rapporteurs,
Hassan BOUSETTA.
Inge FAES.

De voorzitter,
Alain COURTOIS.

*
* *

**Le texte adopté par la commission
est identique à celui du projet
transmis par la Chambre
des représentants
(voir le doc. Chambre, n° 53-3068/5).**

*
* *

**De door de commissie aangenomen tekst
is dezelfde als die van het door
de Kamer van volksvertegenwoordigers
overgezonden ontwerp
(zie stuk Kamer nr. 53-3068/5).**